

RD-CONGO



LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.adiac-congo.com

N° 2664 - MERCREDI 20 JUILLET 2016



Etienne Tshisekedi à l'avant-plan

OPPOSITION POLITIQUE

De Genva au Quai d'Orsay

Une forte délégation composée de hauts cadres de l'UDPS et des membres du Rassemblement de Forces politiques et sociales acquises aux changements, plate-forme issue du Conclave de Genva, a été reçue le 18 juillet à la direction Afrique du ministère français des Affaires étrangères.

Saisissant l'opportunité, Etienne Tshisekedi et les membres de la délégation ont expliqué les contours des préalables posés quant à leur participation au dialogue. Il s'agit no-

tamment de la mise en œuvre officielle de la médiation élargie, du respect de la résolution 2277 du Conseil de sécurité des Nations unies et de l'alternance au sommet de l'Etat en décembre prochain.

Au terme de la réunion, la délégation s'est dite rassurée du soutien de la communauté internationale dans ses efforts d'aboutir à l'organisation de la présidentielle en novembre 2016.

Page 12

ELECTION DANS LE DÉLAI CONSTITUTIONNEL

Des experts de l'AETA contredisent la Céni

Avec un calendrier simplifié et en mode d'urgence, la plate-forme de la société civile Agir pour les élections transparentes et apaisées (AETA) pense qu'il est fort possible d'organiser l'élection présidentielle dans le délai, soit d'ici novembre 2016.

Les experts de cette organisation citoyenne refusent à ce qu'on puisse lier le dialogue politique qui se profile à l'horizon au processus électoral exhortant la classe

politique à trouver un compromis sans biaiser la Constitution.

Concernant la révision du fichier électoral, ils prônent la mise sur pied des mécanismes souples au niveau de l'administration territoriale locale pour l'enregistrement rapide de nouveaux majeurs et la création au sein des Consuls de la RDC des cellules d'enregistrement des Congolais vivant à l'étranger.

Page 13



Une dame accomplissant son devoir civique

KINSHASA

Lorsque les taxis « Ketches » deviennent un épouvantail

Plusieurs cas de braquages ont été signalés ces dernières semaines dans les taxis et plus particulièrement dans les petits véhicules de marque Toyota communément appelés « Ketches » dans la ville-province de Kinshasa. Les Kinois commencent à s'en méfier de plus en plus. A ce jour, plusieurs se sont fait dépouiller de leurs biens par des gens se faisant passer pour des clients alors qu'il s'agit bien des bandits de grand chemin.

Le commissaire provincial de la police de Kinshasa, le général Célestin Kanyama a indiqué que certains de ces bandits ont été arrêtés et que les enquêtes se poursuivent au niveau de la police et du Parquet. Les autorités de



Une toyota baptisée Ketch

la ville ont tout intérêt à revenir au système d'uniformisation des véhicules qui font le transport en commun pour faciliter leur identification. Page 13

BADMINTON

La RDC au stage d'entraîneur de niveau 1 pour femmes à Abidjan

L'entraîneur dame Ginette Manza Nzokiye représente la République Démocratique du Congo depuis le 13 juillet à Abidjan en Côte d'Ivoire au stage international d'entraîneur niveau 1 BWF (Fédération internationale de badminton) organisé à l'intention des femmes des pays francophones d'Afrique.

Initié par la Confédération africaine du badminton, ce stage vise à améliorer les capacités techniques et encourager la participation des femmes dans le processus du développement du Badminton dans l'espace francophone africain.

Les efforts fournis par la Fédération de badminton du Congo dans le renforcement des capacités vont permettre au pays de disposer des cadres techniques formés afin d'élever le niveau de la discipline peu connue du public.

Page 13

ÉDITORIAL

Apparences

Sauf coup de théâtre de dernière heure Donald Trump sortira vainqueur de la Convention du Parti républicain qui se tient à Cleveland jusqu'à demain et s'imposera donc comme l'un des deux candidats officiels à la succession de Barack Obama. Ayant tenu des propos outranciers tout au long de la campagne des Primaires et n'ayant aucune expérience de la gestion des affaires publiques à la différence de son adversaire démocrate, Hillary Clinton, il a peu de chances d'obtenir un vote favorable de la majorité des citoyens américains le 8 novembre. D'où l'avalanche de pronostics, d'analyses et de commentaires peu favorables qui accompagnent le dernier acte de son investiture.

Mieux vaut, cependant, ne pas s'en tenir aux apparences et se garder d'anticiper sur la conclusion d'un duel qui n'a pas vraiment commencé, mais dont tout indique qu'il sera impitoyable. Le peuple américain traverse, en effet, une crise qui pourrait bien l'amener à se prononcer massivement, le jour venu, en faveur du candidat qui lui promet de combattre efficacement l'immigration sauvage, de mieux garantir sa sécurité intérieure, de consacrer plus de moyens matériels à la lutte contre la pauvreté. Fondé sur une approche «populiste» de la politique qui a montré à maintes reprises son efficacité électorale, le programme de Donald Trump pourrait bien, au final, séduire la majorité des citoyens.

Ceci est d'autant plus vrai que les attaques lancées ces derniers mois dans plusieurs Etats américains contre les forces de l'ordre ont réveillé, au moins en apparence, les vieux démons du racisme dont l'Oncle Sam avait eu tant de mal à se défaire il y a deux siècles. La dernière, qui s'est déroulée le week-end dernier à Baton Rouge et qui a causé la mort de trois policiers, ne peut qu'aggraver le fossé qui se creuse à nouveau entre la communauté noire et la communauté blanche alors que s'achève le mandat du premier président noir des Etats-Unis. Elle peut donner au discours de Donald Trump une résonance particulière et renforcer sa popularité naissante.

Il est bien sûr trop tôt pour imaginer les conséquences que l'entrée du candidat républicain à la Maison Blanche aurait sur la politique extérieure de l'Amérique, mais il convient plus que jamais d'écouter avec attention les propos que celui-ci tiendra dans les semaines à venir, notamment sur la gouvernance mondiale.

Les Dépêches de Brazzaville

ATTENTAT DE NICE

Le PCT exprime sa compassion au peuple français



Pierre Ngolo signant le livre de condoléances à l'ambassade de France

Suite à l'acte terroriste perpétré le 14 juillet à Nice, en France, tuant quatre-vingt-quatre personnes, le secrétaire général du Parti congolais du travail (PCT), Pierre Ngolo, a signé le 19 juillet à Brazzaville, le livre de condoléances à l'ambassade de France. Dans ce document, Pierre Ngolo témoigne la solidarité de son parti au peuple français, avant d'inviter tous les citoyens du monde à la vigilance face au terrorisme qui prend de l'ampleur.

En présence de quelques collaborateurs de l'ambassadeur, Pierre Ngolo, accompagné d'autres dirigeants du PCT a écrit: « C'est malheureux que les terroristes assombrissent ce jour de liberté, par cet attentat original qui aura coûté la vie à des dizaines de citoyens du monde, rassemblés pour manifester leur liberté et leur joie. Nous sommes très choqués et exprimons notre compassion aux familles, au peuple fran-

çais, au parti socialiste français ainsi qu'au gouvernement de France pour cette situation désastreuse », a déclaré Pierre Ngolo.

Afin de faire face au terrorisme qui continue de prendre des proportions inquiétantes dans le monde, le secrétaire général du PCT a appelé à la vigilance et à la solidarité. « Nous appelons les citoyens du monde à la vigilance pour que soit mis un terme au terrorisme et à ses visées. C'est cela que nous sommes venus exprimer ici à l'ambassade de France », a renchéri Pierre Ngolo.

La présidente de l'Organisation des femmes du Congo (OFC), Jeanne Dambendzé a, pour sa part, exprimé le soutien des femmes congolaises au peuple français. Exprimant sa plus grande douleur, la présidente de l'OFC a, elle aussi, condamné cet acte barbare. « Je suis très

touchée de ce qui est arrivé à la France. C'est donc avec douleur, tristesse et chagrin que j'exprime ma compassion au peuple français. J'apporte simplement le message de la femme congolaise, pour dire que nous sommes avec les Français et avec tous les peuples qui souffrent de cette calamité qu'est le terrorisme », a souligné Jeanne Dambendzé. Rappelons que le 14 juillet à Nice, aux environs de 23 heures, alors que la population s'était réunie sur la Promenade des Anglais pour célébrer la fête, un homme au volant d'un camion gros porteur, a foncé le passage dans la foule, tuant quatre-vingt-quatre personnes, parmi lesquelles dix enfants et adolescents. Plusieurs centaines d'autres ont été blessés avant que le terroriste ne soit tué à son tour par la police.

Firmin Oyé

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions :

Clotilde Ibara, Jean Kodila
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,
Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Thierry Nougou

Service Société : Parfait Wilfried Douniama
(chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko

Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé

Service Économie : Nancy France Loutou-

mba (chef de service) ; Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service),
Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya
Édition du samedi : Meryll Mezath (Rédactrice en chef), Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki,
Prosper Mabonzo, Séverin Ibara

Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo
Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali

Coordonateur : Alain Diasso

Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo

Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Marcel Myande, Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200
Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo

Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs : Farel Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Mot-signet, Brice Tsébé, Irin Mauouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mombélé Ngono

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi
Chef de production : François Diatoulou Mayola
Gestion des stocks : Elvy Bombete

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Astrid Balimba

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

MÉCANISATION AGRICOLE

Vingt tractoristes-machinistes en formation à Otsende

Les conducteurs d'engins agricoles renouvellent leurs connaissances sur l'utilisation des tracteurs. La formation a lieu au Centre italo-congolais de formation aux métiers de mécanisation agricole d'Otsende dans le district d'Oyo. Débutée le 18 juillet, elle prendra fin le 27 du même mois.

La fine pluie qui s'est abattue sur Otsende, dans la matinée du 18 juillet, n'a pas empêché, Michel Elenga, directeur de cabinet du ministre d'Etat en charge de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche, d'ouvrir les travaux de la formation des vingt tractoristes-machinistes, fruit de la coopération entre l'Italie et le Congo. « (...) La formation, qui va durer dix jours, se déroulera en deux phases : la connaissance du tracteur agricole et l'utilisation des outils de travail », a précisé Michel Elenga avant de passer à une visite guidée lui ayant permis de se faire une idée sur la qualité des machines avec lesquelles les stagiaires vont travailler, tant sur plan théorique que pratique.



Visite des machines dédiées à la formation /Crédit photo Adiac

La formation, placée sur le thème : « Utilisation des accessoires d'un tracteur agricole », est animée par quatre formateurs délégués par la société italienne Landini. A côté d'eux, quelques experts du ministère de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche. « Il est important que les stagiaires, qui sont déjà du domaine, suivent cette formation qui porte, entre autres, sur des règles de base de

l'utilisation des tracteurs agricoles, qu'ils sachent les contrôler, les utiliser à bon escient en vue d'allonger leur vie, de sorte qu'ils servent le plus longtemps possible », a indiqué l'un des formateurs, Jules Vincent Eloungou. Par ailleurs, le secrétaire général du district d'Oyo, Jean Marc Ilande-Okagna s'est dit satisfait que la coopération italo-congolaise porte ses fruits aujourd'hui, notamment à travers ce projet dont la concrétisation est devenue une

réalité. En dehors des efforts des parties italiennes et congolaises, il y a aussi l'ONG International Partnership for Human Development (IPHD) qui, à travers divers apports, joue un rôle non négligeable dans le cadre du projet de la mécanisation agricole, en qualité de partenaire du ministère de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche.

En rappel, la formation des vingt tractoristes-machinistes n'est pas

le premier acte de la coopération italo-congolaise dans ce sens. L'année dernière, il y a eu une mission des opérateurs économiques italiens conduite par le premier vice-ministre du développement agricole, Carlo Calenda. Ils ont visité à cette occasion les zones économiques spéciales d'Oyo et de Pointe-Noire. En août 2015, le Centre italo-congolais de formation aux métiers de la mécanisation agricole a été inauguré. Du 4 au 20 octobre de la même année, les cadres du ministère de l'Agriculture ont participé à une formation de renforcement des capacités à Bari en Italie sur le thème : « La culture du maïs et sa mécanisation ». Toujours en Italie, à Milan, cette fois-ci, les cadres du même ministère ont renouvelé leurs connaissances sur la « transformation des viandes et la maîtrise des méthodes d'engraissement des bovins », du 28 septembre au 4 décembre 2015. Aujourd'hui avec la formation lancée à Otsende, il y a de quoi dire que cette coopération a visiblement de beaux jours devant elle.

Rominique Nerplat Makaya

CUVETTE-OUEST

Des échauffourées autour du Parc national d'Odzala



Les bureaux des éco-gardes vandalisés

L'arrestation vendredi 15 juillet d'un braconnier supposé par des éco-gardes du Parc national d'Odzala a dégénéré en affrontements entre les forces de l'ordre et une partie de la population de Mbomo. Les bureaux des éco-gardes ont été vandalisés.

Un certain Ilomba Ombanza, plus connu sous le pseudonyme de « Werrason » a été interpellé par les éco-gardes du Parc national d'Odzala en possession de pointes d'ivoire. Informé de cette situation, son père, qui serait par ailleurs un des sages de la localité aurait battu le rappel de ses partisans pour obtenir la libération de son fils. Une marée humaine se serait massée devant le siège des éco-gardes et parvenu à exfiltrer le braconnier.

Les gendarmes et policiers intervenus pour la circonstance n'ont pu rien faire en apparence, mais le père d'Ilomba a fini par être pris par la gendarmerie ainsi qu'une dizaine de meneurs du quartier Itotobé de Mbomo. Tous se trouveraient présentement à Ewo, le chef-lieu du département, où une enquête les concernant a été ouverte. Jusqu'à ce jour le braconnier est en fuite mais son père a promis de le convaincre de se présenter aux autorités.

Le Parc national d'Odzala est l'une des plus importantes réserves florales et fauniques du Congo située dans le Nord du pays à environ 600 km de Brazzaville. A maintes reprises les éco-gardes sont confrontés à l'activité des braconniers qui s'en prennent aux espèces partiellement ou intégralement protégées comme les éléphants.

Les Dépêches de Brazzaville

TRANSPORTS EN COMMUN

La DGTT et la FE.SY.P.T.C recadrent le sens du contrôle des pièces de véhicules

La grogne monte chez les chauffeurs de taxi et taxi-bus suite à l'opération de contrôle des pièces de véhicules lancée par la Direction générale des transports terrestres (DGTT) en accord avec la police routière, le vendredi 15 juillet. Pour apaiser le climat dans ce secteur, la DGTT et la Fédération syndicale des professionnels de transport du Congo (FESYPTC) ont convenu le 18 juillet à Brazzaville, sur la bonne démarche à suivre.

Selon les explications données par le coordonnateur de la FESYPTC, Cyrille Dzoundou, représentant les chauffeurs, ce dernier a fait savoir que le syndicat des transporteurs, n'est pas contre le contrôle mais plutôt contre la manière dont les autorités ont procédé. Le retrait brutal

des permis de conduire cartonnés roses qui doivent être remplacés au cours de ce contrôle par des permis biométrique Cémac est l'une des mesures contestées par les chauffeurs.

« Nous ne sommes pas contre le contrôle. Nous ne nous opposons pas à l'application du décret instituant le contrôle. Mais c'est au niveau de son exécution qu'il y a eu des failles. Nous avons constaté qu'il n'y a pas eu assez de communication. Les chauffeurs ont été surpris lorsqu'on a lancé l'opération voilà pourquoi il y a eu des protestations de leur part » a-t-il dit. Et d'ajouter, « Aujourd'hui, nous sommes

venus ici, pour nous convenir avec la DGTT sur la bonne démarche à suivre afin que ce contrôle puisse se faire dans de bonnes conditions »

Le représentant des chauffeurs a, par ailleurs, évoqué la difficulté causée par les récépissés donnés aux chauffeurs le weekend. Ceux-ci n'ont eu qu'une validité de quarante-huit heures, ce qui ne leur a pas permis de travailler normalement. Au regard de tous ces détails, les deux parties sont tombées d'accord pour élargir la validité de ce document à quinze jours, le temps de permettre à la DGTT de mettre à jour son fichier de contrôle et aux chauffeurs de vérifier leurs noms sur les listes qui seront affichées dans les administrations concernées par ce contrôle.

Les conducteurs ayant des permis en bonne et due forme paieront la somme de huit mille francs CFA pour l'obtention du permis CEMAC. Quant aux autres ayant des permis non conformes, ils subiront un test pour déceler les vrais chauffeurs, avant de leur octroyer ces mêmes permis, a-t-il conclu.

Jean Jacques Koubemba



Une vue des chauffeurs en colère dans la cour de la DGTT (DR)

COMMUNIQUÉ

DANS LE CADRE DE LA RUPTURE ANNONCÉE PAR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE LORS DE SON DISCOURS D'INVESTITURE DU 16 AVRIL 2016, LA DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS ET DES DOMAINES INFORME TOUS LES CITOYENS QU'ELLE A LANCÉ DEPUIS LE 1^{er} JUILLET 2016, UNE CAMPAGNE DE VULGARISATION DE LA DÉCLARATION DES REVENUS.

À CET EFFET, LA DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS ET DES DOMAINES MET À LA DISPOSITION DES CITOYENS LA DÉCLARATION DES REVENUS ET UN GUIDE PERMETTANT LE REMPLISSAGE DE LADITE DÉCLARATION.

CES DOCUMENTS SONT DISPONIBLES DANS LE SITE WEB www.impôts-gouv.cg ET DANS TOUS LES SERVICES DES IMPÔTS.

« Déclarer ses revenus : c'est être un bon citoyen ; c'est contribuer au développement du Congo. »



LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

Un **Espace de Vente**

Une sélection unique de la
LITTÉRATURE CLASSIQUE
(africaine, française et italienne)
Essais, Romans, Bandes dessinées,
Philosophie, etc.



Un **Espace culturel** Pour vos **Manifestations** :
Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.

Horaires d'ouverture:

Du lundi au vendredi (9h-17h)
Samedi (9h-13h)



Brazzaville : 84 bd Denis Sassou
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo

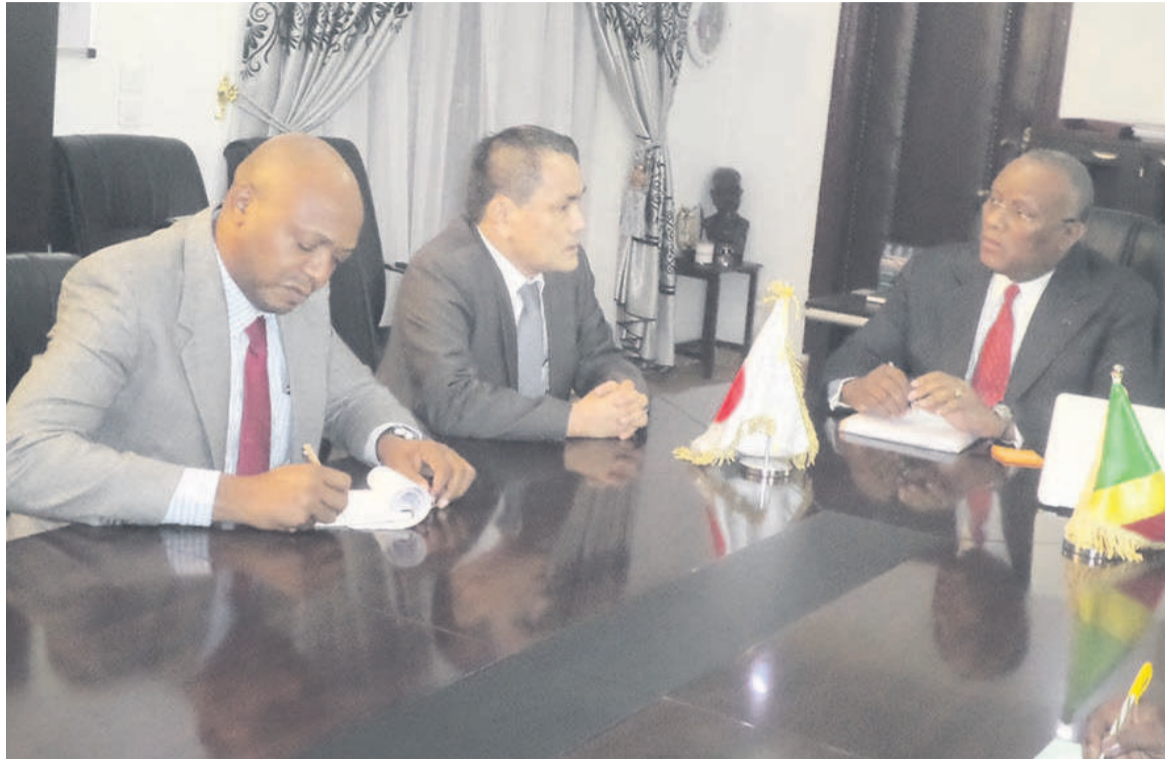
FORMATION QUALIFIANTE

Le Japon entend consolider sa coopération avec le Congo

Le chargé d'affaires de l'ambassade du Japon auprès des deux Congo, Shuji Noguchi, qui a échangé le 18 juillet avec le ministre de l'Enseignement technique et professionnel, de la formation qualifiante et de l'emploi, Antoine Nicéphore Thomas Fylla Saint Eudes, n'a pas exclu la possibilité d'étendre la coopération japonaise dans ce sous-secteur.

« Le Japon fait grand don dans le domaine de la formation professionnelle en République démocratique du Congo (RDC). Un jour le ministre était venu à Kinshasa pour s'enquérir du niveau de notre coopération avec la RDC, il m'a dit qu'il était très impressionné et voulait la même chose en République du Congo », a expliqué Shuji Noguchi à la sortie d'audience.

En effet, la coopération japo-



Antoine Nicéphore Thomas Fylla Saint Eudes s'entretenant avec Shuji Noguchi

naise a construit l'INPP (Institut national de préparation professionnelle) de Kinshasa. Sans prendre l'engagement de faire la même chose

en République du Congo, Shuji Noguchi pense qu'il est possible de développer une autre coopération entre Kinshasa et Brazzaville.

Pour se faire une idée de ce qui pourrait être la future coopération, le chargé d'affaires de l'ambassade du Japon a visité le lycée pro-

fessionnel Alphonse Kintombo de Mansimou dans le 8e arrondissement Madibou. Créé, en effet, en 1921, cet établissement est actuellement l'ombre de lui-même. Sur les nombreuses filières existantes, il ne reste plus que la menuiserie destinée aux élèves de la 6^e à la 4^e. Il s'est, enfin, rendu au Centre d'éducation, de formation et d'apprentissage (CEFA) des métiers de bâtiments situé au lycée technique du 1er mai. Il s'agit d'une structure construite récemment dans le cadre de la coopération française à travers l'Agence française de développement (AFD). Sa mise en service est prévue pour la rentrée scolaire 2015-2016 et la France va apporter son expertise pendant un an avant de passer le témoin au Congo.

Parfait Wilfried Douniama

SANTÉ

Le Capteur plan DRX-1, un matériel de radiologie numérique

Le Capteur plan DRX-1 de la société Carestream et ses avantages ont été présentés le 18 juillet au Centre hospitalier et universitaire (CHU) de Brazzaville par Transtech Congo. Le Capteur plan DRX est une technologie innovante qui permet de numériser le plateau d'imagerie, aussi bien en salle de radiologie que pour la salle d'urgence. Egalement appelé radiologie numérique, il permet d'améliorer la qualité de l'image, la vitesse de diffusion de l'image. Présentant le matériel aux professionnels de la santé du CHU et des cliniques privées, des responsables des institutions/organisations, la directrice générale de la société Transtech Congo, Mme Ntarindwa, a rappelé que la radiologie standard a connu d'importantes évolutions vers la numérisation. La radiologie numérique permet, a-t-elle expliqué, l'obtention d'images à haute résolution, contribuant ainsi à l'amélioration du diagnostic médical tout en soumettant le patient et le corps médical à une faible exposition aux rayons X. « Nous voulons nous aligner sur les priorités du gouvernement congolais. Nous pensons que les innovations technologiques, participent à l'exécution des axes prioritaires du plan stratégique du ministère de la Santé et de la population, notamment l'axe sur l'amélioration de l'offre de soins et services », a indiqué Mme Ntarindwa dont la société est fournisseur d'équipements médicaux et d'infrastructures techniques et représentante de General Electric Healthcare. Rappelons que la présentation de cet équipement s'est faite en présence de la directrice générale du CHU de Brazzaville, Gisèle Marie Gabrielle Ambiero Allindzi, des cadres du ministère de la Santé et de la population ainsi que de plusieurs représentants de formations hospitalières.

P.W.D.

DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Le gouvernement congolais prépare un nouveau projet pour une agriculture commerciale

La Stratégie sectorielle du programme d'action prioritaire (SPAP) a été présentée mardi au groupe de la Banque mondiale. Son entrée en vigueur est prévue pour juillet 2017 après des négociations en février de la même année entre l'Etat congolais et la Banque mondiale qui a mis sur la table 100 millions de dollars.

Initié par le gouvernement congolais depuis juin 2015, le nouveau projet SPAP devra, en réalité, prendre le relais du Projet de développement agricole et réhabilitation des pistes rurales (PDARP) dont l'échéance est prévue pour avril 2017.

Le nouveau document stratégique prévoit neuf filières agricoles qui seront développées dans au moins quatre zones d'interventions, selon un inventaire explosé par une équipe interministérielle en charge de l'élaboration du nouveau programme de développement agricole.

L'équipe interministérielle qui regroupe des cadres des ministères de l'Agriculture, de l'Enseignement supérieur, du Plan et des Finances, a recommandé la production en grande quantité des cultures vivrières et de rente, cultures fruitières, des maraichers ; des filières de production avicole, porcine, bovine, ovine et caprine ; l'amélioration des filières de pêche et de l'aquaculture...

Un « important » projet destiné à diversifier l'économie congolaise, correspondant à la vision politique

du chef de l'Etat contenue dans son programme « La marche vers le développement », a estimé mardi Michel Elenga, directeur de cabinet du ministre d'Etat, ministre de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche.

Michel Elenga a profité pour présenter un programme d'actions prioritaires élaboré par le ministère en charge de l'Agriculture. « Le coût prévisionnel de ce programme de trois ans est évalué à 919, 653 milliards FCFA », a-t-il expliqué.

Amadou Oumar Ba, chargé de projets à la Banque mondiale, a souligné qu'outre l'appui technique que la Banque mondiale va apporter au Congo, son institution dispose d'une enveloppe de 100 millions de dollars pour le financement de ce nouveau projet. Cependant, précise-t-il, le nouveau document stratégique doit tenir compte des conditions pour une chaîne de valeur agricole.

Il s'agit, selon lui, de la qualité des semences, des intrants, du transport et de la distribution, de l'accès à la main-d'œuvre qualifiante, de l'accès à la technologie, de l'environnement des affaires normalement favorable aux investisseurs locaux et étrangers. Il faudra également, a-t-il poursuivi, favoriser un cadre de dialogue entre les acteurs privés et les pouvoirs publics.

« La Banque mondiale insiste souvent sur un certain nombre

d'indicateurs : le nombre de femmes touchées par le projet, l'augmentation de la productivité des filières sélectionnées et leur commercialisation, l'augmentation du nombre de contrats d'approvisionnement, ainsi que la bonne gouvernance dans le secteur », a indiqué Amadou Oumar Ba. Au cours des discussions, d'autres intervenants ont insisté sur le volet formation et renforcement des acteurs de terrain, la nécessité d'impliquer les jeunes dans le projet et la prise en compte de l'aspect environnemental et l'adaptation climatique. Les points concernant les différentes composantes du projet, les zones d'intervention, la durée d'exécution du projet, seront définis à l'issue d'une table ronde avec la Banque mondiale attendue en février 2017, et des concertations avec d'autres partenaires comme la Banque africaine de développement, le Fonds international de développement agricole, la FAO...

Une équipe de la Banque mondiale vient déjà d'entamer, le 19 juillet, une mission de préparation à l'intérieur du pays. Les résultats de cette mission de préparation seront présentés au gouvernement le 28 juillet prochain. En attendant des négociations prévues pour février 2017 entre les deux parties, la Banque mondiale va de nouveau mener une mission d'évaluation dans les zones d'intervention.

Fiacre Kombo

INVESTIGATIONS CRIMINELLES

Une trentaine d'agents formés en police technique et scientifique

Animé par l'expert français, Charles André, le stage de formation de police technique et scientifique qui s'est clôturé le 15 juillet à la direction de la police judiciaire de Brazzaville, a permis aux participants d'acquérir et d'accroître des connaissances dans le domaine des investigations criminelles

Le stage de police technique et scientifique a permis, à en croire le directeur général adjoint de la police, le général Albert Ngoto, à la trentaine de participants d'être capables d'intervenir sur les scènes d'infraction. Il s'agit de recueillir tous les indices qui peuvent aider l'enquête : des objets, des empreintes, du sang ou d'autres éléments humains dont il faudra analyser au laboratoire ; de signaler les personnes mises en cause et d'établir un fichier dactyloscopique fiable. « Police technique parce que sur le terrain, elle nous permet d'effectuer les constatations techniques, de rechercher, de prélever et de conditionner les traces et indices découverts sur la scène de crime. Police scientifique parce que, dans les laboratoires, elle nous permet de répondre aux réquisitions



Les officiels posant avec les stagiaires; crédit photo Adiac

des enquêteurs et magistrats par l'analyse des prélèvements effectués sur la scène d'infraction », a-t-il rappelé. Le directeur général adjoint de la police s'est également félicité de l'expertise française ayant permis de renforcer les capacités de la police congolaise dans le domaine des investigations

criminelles. S'adressant aux stagiaires, le général Albert Ngoto a rappelé qu'ils ont été retenus parce qu'ils remplissaient des critères permettant d'atteindre les objectifs de cette formation. Il a, enfin, réitéré l'engagement de la direction générale de la police de faire venir le matériel afin de lier la théorie à

la pratique en commençant par Brazzaville avant Pointe-Noire. L'attaché de sécurité intérieure près l'ambassade de France au Congo, le commissaire divisionnaire Michel Paris, a, de son côté, félicité la forte conviction, la force et la vigueur des autorités policières congolaises pour

l'organisation de ce stage de formation. « Faisant suite à un audit en février 2016 et la formation qui a lieu aujourd'hui, plus le suivi que ne manqueront pas d'effectuer les autorités policières, on a un pas dans une police moderne, police technique et scientifique », a-t-il souligné.

L'animateur principal du stage, Charles André a, quant à lui, rappelé la nécessité pour les stagiaires de consolider leurs compétences et connaissances, tout en leur souhaitant bon vent dans leurs futures affectations. Evoluant à la police judiciaire de Pointe-Noire, le brigadier-chef Hugues Atsaboussa pense que ce stage a été très prolifique pour les participants qui ont appris beaucoup de choses nouvelles. Il a par exemple cité la prise en compte d'une scène d'infraction ; le gèle des lieux ; le prélèvement et le transfert des indices. « Le rendez-vous est pris sur le terrain, nous espérons qu'avec du matériel très sophistiqué, nous pourrions arriver à des bons résultats », espère-t-il.

Parfait Wilfried Douniama

TERRORISME

L'Italie fermement aux côtés de la France

Gouvernement, institutions et individualités ont exprimé leur participation au deuil de la France après l'attaque de Nice.

Le Premier ministre italien, Matteo Renzi, a réuni lundi à Rome, un conseil de sécurité pour passer en revue les mesures à prendre contre le terrorisme à la suite de l'attaque de Nice. L'Italie a été très fortement marquée par cet acte perpétré un 14 juillet à Nice, la plus italienne des villes françaises, et les réactions de l'homme de la rue et des politiques sont à la hauteur d'une participation plus de que convenance. Dès les premiers instants, le Premier ministre a twitté que le terrorisme ne vaincra pas. « Ils veulent détruire notre mode de vie et la démocratie », mais ils n'y arriveront pas, a fait comprendre M. Renzi.

Exprimant ses condoléances à la France, il a rappelé que la guerre qui est déclarée par le fondamentalisme islamique appelle à l'union des efforts. « Ces images de terreur vont et viennent dans la tête et font mal, mais les terroristes ne l'emporteront pas », a martelé M. Renzi. « Réagir

est un devoir moral. Ne pas laisser les Français seuls, c'est l'engagement de l'Italie et de toute la communauté internationale. Comme l'a dit le président Hollande, la France est frappée mais elle sera plus forte que les fanatiques ».

A la suite et à l'image du Premier ministre, une longue liste de représentants institutionnels a adressé des messages

était « proche de chaque famille et de la nation française toute entière. La douleur est vive dans nos cœurs après ce massacre... ». Remarquable encore, a été la spontanéité de réaction de la communauté musulmane d'Italie. « Aujourd'hui est un jour de deuil et de douleur pour le monde et en particulier pour nous musulmans. Vos morts sont nos morts », a expliqué dans un message Sharif Loren-

« Notre pensée va vers les familles des victimes et des blessés dans cette vile, aveugle et absurde attaque terroriste qui vise à semer les germes de la division sociale »

émus à leurs homologues français. Présidents de conseils régionaux, leaders syndicaux, élus de l'Assemblée et du Sénat, leaders de tous bords politiques et jusqu'à l'Eglise catholique ont communié à la douleur de la France, le disant et l'écrivant de mille et une façons. Dimanche, devant une foule immense de fidèles venus Place Saint-Pierre pour l'Angélus, le Pape qui avait « condamné de la manière la plus ferme » cet acte, a redit qu'il

zini, président de la Communauté islamique d'Italie (CID) et porte-parole du Conseil islamique suprême des Musulmans en Italie (CISMI). « Notre pensée va vers les familles des victimes et des blessés dans cette vile, aveugle et absurde attaque terroriste qui vise à semer les germes de la division sociale », a-t-il affirmé. L'émotion en Italie est sans doute plus vive que partout ailleurs en Europe, en raison de la proximité géographique

avec ce pays qui n'est « séparée » de la France que par les Alpes, cordon ombilical plus que barrière, chaîne montagneuse qui s'étend dans les deux pays. Mais pas seulement : jusqu'en 1860, Nice était une ville italienne. Aujourd'hui, une forte proportion de ses 350.000 habitants sont des Niçois aux noms typiquement italiens (ce qui a ajouté à la confusion pour le bilan des victimes et la distinction des nationalités, voir encadré). Actuellement, 30.000 Italiens (de nationalité) vivent de manière stable dans cette ville. C'est pourquoi la probabilité qu'il y ait des Italiens morts dans l'attaque, de jeudi dernier, restait encore forte lundi. On continue, en effet, de rechercher des ressortissants dont on est sans nouvelle, ne sachant pas s'ils figurent parmi les décédés ou les blessés graves, dont on n'arrive pas à déterminer la nationalité. « Il y avait beaucoup d'Italiens sur la Promenade des Anglais hier soir, avec le risque qu'ils soient des victimes de l'attentat », expliquait dès vendredi Mme Serena Lippi, la consule générale de l'Italie.

Lucien Mpama

L'ART POLITIQUE

Kader Attia au Museum für Moderne Kunst de Francfort (MMK), Financial

Times, 8 juillet 2016. 18 imposants bustes en bois, leurs visages déformés et défigurés, cette installation frappant les esprits est l'œuvre majeure d'une exposition de l'artiste franco-algérien Kader Attia au Museum für Moderne Kunst de Francfort (MMK). « Je suis fasciné par la façon dont les sociétés traditionnelles restaurent leurs objets, non seulement en Afrique, mais aussi au Japon et ailleurs en Occident, quand un objet cassé est réparé, le processus de réparation garde toujours la trace de la blessure », explique l'artiste.

Ce fut pendant un séjour en République du Congo, au milieu des années 1990, que l'artiste fut fasciné par la façon dont les gens restauraient les objets. Alors que les sociétés traditionnelles réparaient les objets pour leur donner une nouvelle vie, incorporant souvent des éléments de la culture européenne dans le processus, l'approche occidentale est de jeter les objets endommagés, pour ne conserver que les originaux en parfait état.

Pour Attia, la réparation est devenue une métaphore de réappropriation culturelle, une résistance politique, et estime que l'approche non-occidentale à réparer les objets constitue un indice psychiatrique sur la façon dont nous pourrions apprendre à exprimer les idées refoulées et redonner de l'élan au vivre ensemble. « Oxymorons de Reason » (2015), une vidéo de 18 minutes, dans laquelle l'artiste discute du colonialisme, de la maladie mentale et du génocide avec des psychiatres, des historiens, des guérisseurs traditionnels et d'autres personnes, la plupart d'entre eux Africains, a servi d'introduction à cette exposition.

LIBYE

L'ONU s'inquiète de la dispersion des petits groupes de l'EI dans les pays voisins

Pour manifester son désarroi à la situation qui prévaut actuellement en Libye, notamment celle relative à la délocalisation des cellules du groupe Etat islamique (EI), chassées de leur fief de Syrte et, capables de s'implanter ailleurs ou en Afrique du nord, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon a fait, le week-end dernier, un rapport au Conseil sécurité de l'ONU sur la question.

Dans ce rapport confidentiel, le responsable de l'ONU évoque plusieurs inquiétudes sur ce que cette délocalisation pourrait servir de facteur, facilitant la recrudescence des actes terroristes et d'insécurité grandissants dans la région. En effet, selon le rapport et pour Ban Ki-moon, les pressions récentes exercées contre le groupe Etat islamique en Libye pourraient inciter ses membres ainsi que les combattants étrangers à se décentraliser et à se regrouper, en cellules plus petites et plus dispersées géographiquement, à travers la Libye et dans les pays voisins.



Ban Ki-moon

« La défaite de l'EI à Syrte semble être, à portée de main, ce qui pousse de nombreux combattants à fuir vers le sud tout comme vers l'ouest et vers la Tunisie. A l'avenir, l'impact des combattants de l'EI éparpillés sur des groupes armés dans le sud pourrait devenir une source d'inquiétude. D'autant plus, Syrte est considérée comme l'un des principaux bastions du groupe extrémiste en dehors de la Syrie et de l'Irak. Malgré le fait que, les troupes libyennes loyales tentent de déloger l'EI depuis deux mois, il faut que nous sachions qu'environ 2.000 à 5.000 combattants de l'EI, venus de la Libye, de la Tunisie, de l'Algérie, de l'Égypte, du Mali, du Maroc et de la Mauritanie se trouvent à Syrte, Tripoli et Derna », a précisé, le secrétaire général de l'ONU avant de souligner que des dizaines de combattants tunisiens sont retournés dans leur pays avec l'intention de perpétrer des attentats. Et, ils recevraient, à en croire le rapport, des fonds envoyés au groupe djihadiste opérant dans le Sinaï sans oublier un autre fait, selon lequel, l'Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi), actif au Mali et dans tout le Sahel, se procurerait des armes et des munitions et se trouve en asile en Libye.

« Mokhtar Belmokhtar, le chef d'Al-Mourabitoune, actif dans le Sahel, voyage très facilement en Libye et le chef d'Ansar Dine, Iyad Ag Ghaly, a une base dans le sud du pays », conclut le rapport du secrétaire général.

Rock Ngassakys

SIDA-21° CONFÉRENCE INTERNATIONALE

L'humanité compte 38 millions de séropositifs

Ouverte le 17 juillet à Durban, en Afrique du sud, la 21e conférence internationale sur le Sida planche sur les défis à relever, en dépit des progrès significatifs accomplis ces dernières années.

Alors que la maladie reste la première cause de mortalité des adolescents en Afrique, les participants à cette conférence gardent en tête l'objectif fixé par l'ONU, celui de mettre fin à l'épidémie en 2030. Les progrès à accomplir afin d'éradiquer cette épidémie restent « colossaux », alors que la recherche en vue d'un vaccin n'a pas encore abouti, préviennent les organisations non-gouvernementales.

En effet, 38 millions de personnes dans le monde vivent avec le virus du Sida, dont la plupart en Afrique subsaharienne. Chaque mois, 100.000 personnes meurent du Sida et 160.000 sont contaminées. « En Afrique subsaharienne, plus de 2.000 jeunes de moins de 24 ans sont infectés chaque jour. Près de la moitié des personnes vivant avec le Sida ne sont pas diagnostiquées, ce qui réduit leurs chances de survie et augmente les risques de contamination », a relevé le philanthrope et entrepreneur américain, Bill Gates à Pretoria, avant de se rendre à Durban.

En 2000, ce congrès avait marqué un tournant historique dans la riposte mondiale contre l'épidémie, avec le vibrant appel de l'ancien président sud-africain, Nelson Mandela, à l'accès de tous les malades aux traitements antirétroviraux. « En 2000, seul un million de personnes dans le monde avait accès aux antirétroviraux, essentiellement dans les pays du Nord. Seize ans plus tard, plus de 15 millions de personnes y ont accès. Quatre millions de morts ont ainsi été évités », a relevé l'association AIDES. Mais, « ces progrès ne doivent pas pour autant cacher la réalité », met en garde AIDES, avant de dénoncer « des inégalités sociales inacceptables » entre les pays riches et pauvres.

Josiane Mambou Loukoula

SAO TOMÉ

Evaristo Carvalho s'est fixé pour priorité de relever les défis du développement

Soutenu par le parti du Premier ministre, Patrice Trovoada, le candidat de l'Action démocratique indépendante (ADI), Evaristo Carvalho, a remporté l'élection présidentielle dès le premier tour avec 50,1 % des voix contre 24,8% pour le président sortant Manuel Pinto da Costa qui postulait pour un nouveau mandat de cinq ans. Le nouveau président élu le 17 juillet a d'ores et déjà promis d'être un président de la stabilité qui mettra tout en œuvre pour lutter contre la pauvreté.

Comme le développement est l'enjeu principal de ce pays de quelque 195 000 habitants dont les deux tiers sont sous le seuil de pauvreté, Evaristo Carvalho a assuré qu'il s'emploiera à relever les défis y relatif, mais aussi la stabilité de la gouvernance de Sao Tomé-et-Principe, une nation minée par des crises institutionnelles à répétition. L'actuel Premier ministre, fils de l'ex-président Miguel Trovoada a assuré aussi que le prochain gouvernement de son pays qui dépend à 90 % de l'aide internationale pour ses besoins vitaux fera tout pour raccorder d'ici deux ans 100% de la population à l'électricité et l'eau potable. Pour le Premier ministre, la victoire d'Evaristo Carvalho va lui

permettre de gagner son pari consistant à « mettre fin au partage du pouvoir et gouverner avec un président de son parti, l'Action démocratique indépendante, vainqueur des élections législatives en 2014 ». Il s'est exprimé ainsi parce dans ce pays devenu indépendant en 1975, le président arbitre mais ne gouverne pas. « Nous voulons commencer une nouvelle étape de stabilité, de travail et de progrès pour le peuple de Sao Tomé », a-t-il déclaré.

Sao Tome notons-le, ne manque pas d'atouts avec des productions agricoles parmi les meilleures du monde (cacao, café), un potentiel touristique et des prospections pétrolières offshore en partenariat avec des

entreprises étrangères. Selon le FMI, ce petit archipel enregistre une croissance moyenne de 4% depuis 2012 et une inflation en forte baisse.

Arrivée troisième au scrutin avec 24,8%, Maria das Neves a demandé l'annulation des élections « parce qu'elles n'ont été ni libres, ni justes ni transparentes », selon une déclaration lue par son porte-parole de campagne.

Père de deux enfants, Evaristo Carvalho est actuellement âgé de 75 ans. Il a commencé son parcours dans la lutte contre le colonialisme portugais et a continué après l'indépendance, en 1975, au sein de l'ancien parti unique, jusqu'au début des années 1990 et l'avènement du multipartisme. Sous la présidence de Miguel Trovoada, premier président démocratiquement élu en 1991 dont il est l'un des plus fidèles alliés, il a occupé, à deux reprises, le poste de Premier ministre.

Nestor N'Gampoula

SOUDAN DU SUD

Un mois d'aide alimentaire envolé en une semaine

4.500 tonnes de nourriture destinée à nourrir durant un mois plus de 220.000 Sud-soudanais, en détresse alimentaire, ont été dérobées par des combattants.

Entre le 8 et le 11 juillet, au moins 300 personnes ont été tuées dans la capitale Juba, lors des heurts entre les forces gouvernementales et les anciens rebelles. Alors que les combats faisaient rage, des combattants ont dérobé la nourriture stockée dans le hangar du Programme alimentaire mondial (PAM) à Juba, la capitale sud-soudanaise. Une fois le calme revenu, des civils ont poursuivi le pillage. La directrice du PAM, Ertharin Cousin, regrette que : « ce nouveau conflit aggrave encore la situation pour les civils affamés et désespérés par deux ans de guerre, d'autant que le désastre

humanitaire dans les autres régions du Soudan du Sud ne s'est pas arrangé ».

Pour Lul Ruai Koang, porte-parole de l'armée, ce pillage est « regrettable ». Il accuse directement les troupes du vice-président Riek Machar. Une grande partie du pillage du PAM a été réalisée dans la semaine à l'aide de camions : un exercice logistique d'une grande organisation, nécessitant des centaines de va-et-vient entre le hangar et la périphérie de Juba. Selon plusieurs habitants des environs, des hommes en uniforme ont même utilisé un camion-grue pour emporter des générateurs électriques de la taille de minibus, qui servaient à alimenter la base principale du PAM. Le peu qui restait a ensuite été emporté par voitures, motos ou brouettes par des civils.

Des cas de malnutrition ont égale-

ment été enregistrés par Médecins sans frontières. Plus de 100.000 enfants souffrent de malnutrition sévère cette année, soit 40% de plus que l'année dernière, et bien plus du double qu'en 2014, d'après l'Unicef. La famine touche près d'un tiers des Sud-soudanais et le pays pourrait plonger dans une crise encore plus grave. Selon le PAM, cette perte immense d'aide alimentaire « vitale » va « considérablement freiner » les efforts pour assister les victimes du conflit.

Près de 5 millions de Sud-Soudanais, sur une population de 11 millions, dépendent aujourd'hui de l'aide alimentaire, un chiffre encore jamais atteint dans la plus jeune nation au monde. Une situation qui empire, les récents combats ayant fait grimper les prix des denrées sur les marchés.

Josiane Mambou Loukoula

Vers une force régionale de protection

Le déploiement d'une force régionale de protection au Soudan du Sud ainsi que l'ouverture d'une enquête sur la flambée de violence de ces derniers jours ont été évoqués lors du 27e sommet des chefs d'Etats de l'Union africaine (UA), ouvert le 17 juillet à Kigali au Rwanda.

Prélude à ce sommet, les pays de l'organisation régionale des pays d'Afrique de l'Est (Igad), avaient demandé au Conseil de sécurité de l'ONU d'autoriser le déploiement d'une force régionale de protection, bénéficiant d'un mandat révisé. Elle aurait pour objectif de séparer les parties en conflit, protéger les populations civiles et pacifier Juba, la capitale sud-soudanaise, dans le cadre d'un renforcement de la Mis-

sion des Nations unies au Soudan du Sud (Minuss).

Cette organisation a également réclamé l'ouverture d'une « enquête immédiate » pour déterminer les responsabilités dans le déferlement de violences qui ont frappé Juba du 8 au 11 juillet. Des combats meurtriers avaient opposé les forces du président Salva Kiir et les ex-rebelles du vice-président Riek Machar dans la capitale. « Même si aujourd'hui le calme est revenu à Juba, la situation n'en demeure pas moins précaire. Je tiens du haut de cette tribune à rappeler au président Salva Kiir et à son vice-président Rieck Machar leur responsabilité dans cette tragédie que traverse leur jeune nation », a lancé Idriss Déby, le président du Tchad, également président en

exercice de l'UA, lors de la cérémonie d'ouverture du sommet.

Et le secrétaire général des Nations unies de donner le ton, espérant obtenir la démilitarisation de Juba : « Il est temps d'envoyer un message fort aux dirigeants sud-soudanais. Le peuple sud-soudanais a été trahi par ses propres dirigeants (...) Nous ne pouvons pas tolérer ça et nous ne le tolérerons pas ». « Maintenant est venu le temps d'une action décisive et collective », a-t-il repris lors du sommet extraordinaire du groupe régional Igad, à Kigali avant le sommet de l'UA.

Ce déferlement de violence pendant quatre jours à Juba a à nouveau sérieusement écorné l'ambition affichée par l'UA de faire taire les armes en Afrique d'ici à 2020.

J.M.L.

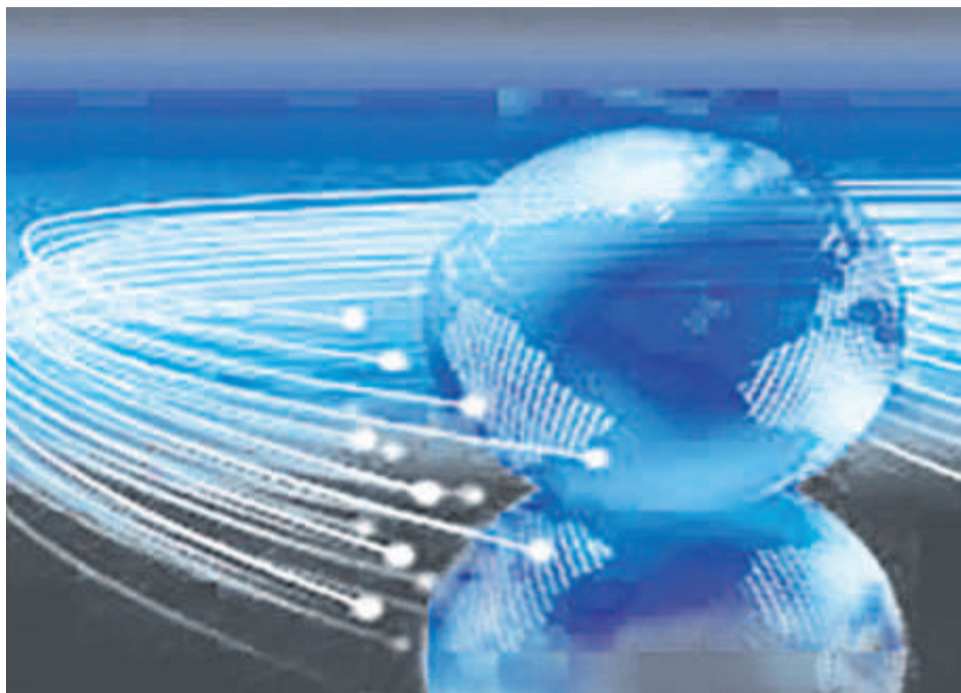
INNOVATION DANS L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE

Le Congo absent du top 10 africain

Le Congo ne figure pas dans le top 10 des pays africains qui intègrent le mieux les TIC à leur développement économique, malgré une croissance incitante qu'apporte peu à peu le développement des Technologies de l'information et de la communication.

Le dernier rapport 2016 du Forum économique mondial (WEF), réalisé sur le thème « l'innovation dans l'économie numérique », a épinglé une dizaine de pays africains qui tentent de mettre les TIC au cœur de leur stratégie de développement.

WEF s'est focalisé dans son rapport sur une intégration ayant trait à l'utilisation des TIC par le gouvernement, les entreprises et les populations. Une vue panoramique d'éléments convainquants de l'assimilation des TIC dans les enjeux socio-économiques. En Afrique, l'île Maurice, malgré son 49^e rang mondial, demeure la nation la mieux avancée sur le continent. Viennent ensuite l'Afrique du Sud (65^e), les Seychelles (74^e), le Maroc (78^e), le Rwanda (80^e), la Tunisie (81^e), le Cap-Vert (85^e), le Kenya (86^e), l'Égypte (96^e), la Namibie (99^e) et le Botswana (101^e). En bas de



l'échelle, s'alignent le Bénin (128^e), le Swaziland (129^e), le Libéria (130^e), le Malawi (132^e), la Guinée (134^e), Madagascar (135^e), la Mauritanie (136^e), le Burundi (138^e) et le Tchad (139^e). Ni le Congo ni la RDC son voisin immédiat ne figurent dans ce classement. On peut penser à un maigre intégration des services liés au TIC dans

les plans de développement en dépit d'une implémentation de la fibre optique dont le résultat reste quelque peu mitigé.

Bien qu'on assiste ces derniers temps à un sursaut vers l'utilisation des TIC dans plusieurs domaines, la création récente d'un ministère en charge de l'Économie numérique devra appor-

ter des solutions dans la vulgarisation, la formation et l'intégration des TIC comme vecteur indispensable de développement.

Au niveau international, le rapport de WEF a agrafé Singapour et la Finlande, premier et deuxième du classement mondial en ce qui concerne l'intégration des TIC dans le développement économique et social. Le rapport de WEF souligne cependant que malgré des faiblesses dans l'utilisation des TIC, les pays africains ont fait un bond en avant, par rapport aux chiffres présentés en 2012. Des efforts supplémentaires dans l'accès aux TIC des populations pourraient inverser les tendances et permettre le développement souhaité.

Le forum économique mondial (World Economic Forum) est une fondation à but non lucratif dont le siège est à Genève. Ce forum est connu pour son assemblée annuelle à Davos, en Suisse, qui réunit des dirigeants d'entreprise, des responsables politiques du monde entier ainsi que des intellectuels et des journalistes, afin de débattre des problèmes les plus urgents de la planète.

Quentin Loubou

MANDELA DAY

Richard Baloyi appelle les jeunes congolais à se tourner vers l'avenir pour relever les défis du pays

À l'occasion de la célébration du 3^e anniversaire de la Journée internationale Nelson Mandela, le 18 juillet, l'ambassadeur d'Afrique du Sud au Congo, Richard Baloyi, a souhaité que la jeunesse africaine en général, et celle du Congo en particulier, conjugue des efforts pour relever les défis du continent.

Pour ce qui est du Congo, le diplomate sud-africain a dit qu'au lieu de regarder toujours à ce qui pourrait être considéré par certains de négatif, les Congolais dans leur ensemble, et spécifiquement les jeunes, devraient apprendre à tourner dorénavant leurs regards vers un futur que l'on espère positif pour le pays. « *La chose positive pour le Congo aujourd'hui, c'est qu'une nouvelle République est née* », a déclaré Richard Baloyi, qui faisait allusion à la nouvelle Constitution congolaise et aux institutions de la 5^e République qui ont été récemment installées. « *Au lieu de s'éterniser sur le passé, les jeunes doivent plutôt regarder vers l'avenir et travailler ensemble pour baliser le chemin du développement* », a insisté l'ambassadeur. Il répondait aux questions des participants à la suite d'une communication faite au Centre d'information des Nations unies par Joachim Emmanuel Goma Thethet, enseignant à



Photo de famille des participants au Mandela Day

l'université Marien-Ngouabi. Sur le thème: « *Jeunesse africaine, héritage politique de Nelson Mandela et défis continentaux du XXI^e siècle* », l'orateur a mis en exergue l'héritage politique de l'icône anti-apartheid comme une source importante, dont devrait s'inspirer la jeunesse africaine pour relever les défis continentaux.

Ces défis, s'appellent, selon lui: construction nationale; développement social; indépendance économique; renouveau politique; culturel et spirituel. Joachim Emmanuel Goma Thethet a passé en revue les défis des secteurs de l'éducation, de la santé et de l'emploi et souligné que la jeunesse africaine doit « *respecter la*

vision de Nelson Mandela » si elle veut effectivement relever les défis du continent. Pour ce faire, il a plaidé sur la nécessité

doivent, comme lui, s'engager en politique, c'est-à-dire se lever pour revendiquer leurs droits à des conditions de vie décentes ; avoir la liberté de choisir leur mode de vie et non être condamnés à vivre dans la pauvreté... », a déclaré, l'orateur.

Dans son intervention lors de la journée célébrée cette année sur le thème : « *Le rôle de la jeunesse dans l'émergence des nations* », Mathieu Moulougui, le directeur de cabinet de la ministre de la Jeunesse et de l'éducation civique, a appelé les jeunes à s'investir dans l'élaboration des programmes de développement et dans leur mise en œuvre.

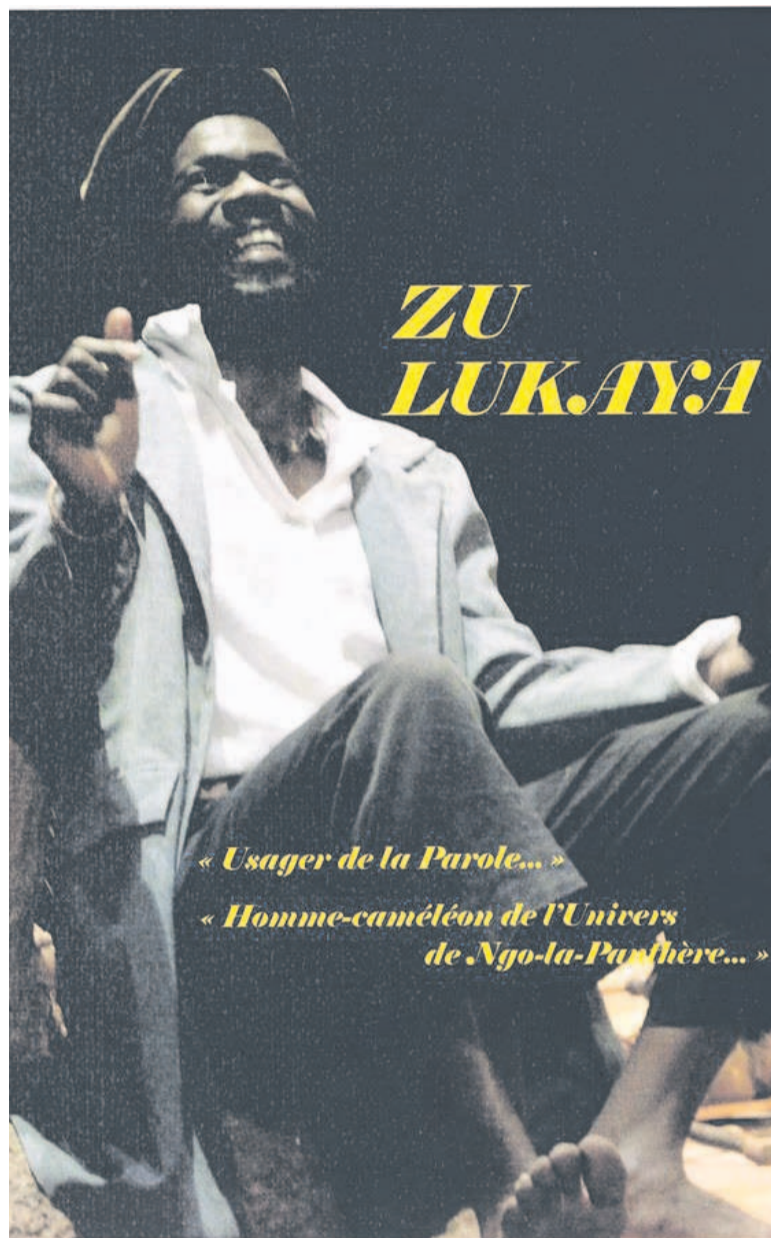
« *Cette journée est l'occasion d'encourager chacun partout dans le monde, à influencer sur le cours des choses dans sa collectivité en prenant le temps de servir les autres* », a-t-il poursuivi. « *Les jeunes sont une valeur sûre, une énergie à mettre au service de notre développement. C'est en ce sens que cette jeunesse doit tenir les leviers de notre émergence* », a conclu Mathieu Moulougui.

Nestor N'Gampoula

té pour les jeunes de respecter les principes démocratiques, la Constitution et tous les textes régissant la vie politique du pays. A cela s'ajoute la nécessité d'affirmer comme Nelson Mandela que « *le monde peut être changé et que le peuple (dont les jeunes) est l'acteur essentiel du changement* ». « *Les jeunes africains*

VIENT DE PARAÎTRE

«L'onde intemporelle » de Zu Lukaya aux éditions « Persée»



A quelques jours de sa participation au 8ème salon du livre de Vichy les 23 et 24 juillet dans la halle du grand marché de Vichy, le comédien Zu Lukaya nous livre un roman entre réalité et fiction : « un chant d'espoir pour qu'un jour le salut du monde vienne de l'Afrique », confie-t-il.

Zu Lukaya participera au Salon du livre de Vichy pour représenter le Congo avec comme bagage, son dernier ouvrage de 220 pages. « C'est la première fois qu'un Congolais va prendre part à cette manifestation », explique-t-il.

Porteur d'une bonne part de vérité, le récit fictif se passe en avril 2040 et met en scène, des Congolais, Français et de Suédois. Depuis qu'une rumeur transportait la nouvelle selon laquelle une équipe de scientifiques avait réussi un exploit en mettant au point un vaccin sur le Sida, Bedisa Berrier de Verlaine, « la magicienne savante » est devenue un sujet de grand étonnement y compris vis-à-vis de la France.

L'auteur prend du temps libre pour revenir à une description de la zone géographique des deux Congo. « Dans ce roman, je tenais à faire tomber les masques », explique l'auteur. Et de continuer : « oui, je parle aussi du Sida. C'est parce que je suis persuadé que la solution à cette maladie viendra de l'Afrique, précisément dans l'une des forêts d'Afrique cen-

trale ».

A travers le parcours de Bedisa Berrier de Verlaine, l'auteur trouve une source inépuisable de bonheur à mettre le Congo en avant malgré la bi-appartenance de la personne principale de son roman. Ainsi, pour la 4ème de couverture, il écrit : « ce pays-parlant de la France, s'est enraciné en moi, comme une maladie orpheline s'enracine dans le corps d'un être humain jusqu'à sa mort ».

De même, l'auteur fait dire à Bedisa Berrier de Verlaine que le Congo Brazzaville lui a donné une part de naissance, mais, c'est la France qui l'a construite et qui a tant participé au rayonnement de son être. « Pour cela, je la porterai toujours au fond de mon cœur », conclut-elle.

En dédicace au Salon du livre de Vichy dès le 23 juillet.

Auteur-metteur en scène, Zu Lukaya possède une veine artistique qui se situe entre le sacré, le brut et le naturel en passant par la vie. Après ses débuts au théâtre dans la compagnie « Troupe artistique Renouveau », il a fait ses gammes auprès de metteurs en scène tels qu'Emmanuel Boudzeki Dongala ou Were Were Liking. En 2008, il a fondé la Compagnie Yitila à Orléans.

Marie Alfred Ngoma



HUAWEI

SMARTPHONE HUAWEI Y221

- * Technologie 3G : Oui
- * Ecran : 3,5"
- * Dual SIM : Oui
- * Système : Android 4.4
- * Garantie : 1 an

47.500
FCFA HT



BUROTOP IRIS



HUAWEI

TABLETTE HUAWEI 3G T1

- * Ecran : 7 "
- * Epaisseur : 8,5 mm
- * Processeur : Quad core 1.2 Ghz
- * Mémoire RAM : 1GB
- * Mémoire : 8GB extensible
- * Caméras : avant et arrière
- * Système : Android 4.4 + Huawei Emotion UI 3.0

99.000
FCFA HT



4 Avenue FOCH - centre ville - Brazzaville Tel: 05 5777 888 - 06 669 60 60

Avenue Moe Katt Matou - après Rond Point Kassai - Pointe-Noire - Tel: 04 453 53 53 - 05 605 60 56

COMPLEXE SCOLAIRE EMMANUEL



Année scolaire : 2016-2017

DIRECTION GENERALE

COMMUNIQUÉ

Le Promoteur, Directeur Général du Complexe Scolaire Emmanuel porte à la connaissance des parents d'élèves et du public que, contrairement à certaines rumeurs, le Complexe Scolaire Emmanuel n'a pas fermé ses portes, en l'occurrence le Programme Français.

A l'occasion, nous rappelons que les inscriptions et réinscriptions dans nos sites ont déjà commencé et se font dans toutes les directions :

- Au Complexe Scolaire Emmanuel 3 Programme Français, à Mikalou, au 35, rue NGONY et au 31, rue Assiénié;
- Au Complexe Scolaire Emmanuel 3 Programme Congolais, à Mikalou, au 16, rue Assiénié;
- Au Complexe Scolaire Emmanuel 2 au quartier Massengo (Arrêt Le Manguier);
- Au Complexe Scolaire Emmanuel 1 vers le Lycée Thomas SANK.ARA dans la rue du 1er Mai n°11.
- Au Complexe Scolaire Emmanuel 4 à Makabandilou, sis 19, rue Mozart.

Nous avons également deux sites à Pointe-Noire et à Dolisie. La rentrée scolaire aura lieu :

- Pour le Programme Français: le 05 septembre 2016;
- Pour le Programme Congolais: le 03 octobre 2016.

Bonnes vacances à tous les élèves et enseignants. Que Dieu vous bénisse !

Fait à Brazzaville, le 14 juillet 2016

Le Promoteur, Directeur Général



Jean Jacques GOULOU

À LOUER

NOUS METTONS EN LOCATION AU CENTRE VILLE :

•Un immeuble de trois (03) appartements identiques comprenant chacun trois (03) chambres avec des toilettes, un salon (01), une salle à manger, une (01) cuisine, et des toilettes pour visiteur.

•Trois (03) appartements dont :

- Un (01) appartement à trois chambres, un salon, une salle à manger, toilettes et cuisine ;
- Deux appartements de deux chambres, un salon, une salle à manger, toilettes et cuisine dont l'un est meublé et l'autre non meublé.

CONTACT : 06 655 80 00

FAIRE-PART

Le 17 juillet 2016

Ilona Lisa Rana

Oba D'Ansi

a fêté un heureux anniversaire.

Une pieuse

pensée pour elle.



NÉCROLOGIE

Les enfants Oloumba, les familles Etokabeka, Mabona Georges et Indoti, les veuves Oloumba nées Boribongo Hélène et Ezoko Mélanie informent les parents, amis et connaissances ainsi que ceux des villages Bokouele, Lipounou, Ehoto, Mokonda dans le district de Tchikapika, la famille de Mossaka et celles des villages Niangué et Bondzalé à Impfondo du décès de leur père, frère et époux Benoît OLOUMBA, président du comité des sages du district de Mossaka, survenu le 14 juillet 2016 au CHU-B

Le deuil se tient au numéro 39 de la rue Tchitondi à Talangai, arrêt de bus Église Kimbanguiste. La date de l'inhumation vous sera communiquée ultérieurement.

À Dieu nous sommes à Lui nous retournons, puisse le Tout Puissant recevoir en Sa Sainte Miséricorde, l'âme du défunt.



Prosper Mabonzo, journaliste aux Dépêches de Brazzaville, Nkounkou Juge et Tsiabélo Jacques, ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances, le décès de leur grand-mère, mère, Nzoumba Honriette, décès survenu le samedi 16 juillet à Pointe-Noire. La veillée mortuaire se tient au domicile familial, situé non loin de l'école primaire de Côte Matève dans le sixième arrondissement Ngoyo. La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement.

Charlem Léa Legnoki, Journaliste aux Dépêches de Brazzaville, Messieurs Epiti Faustin Alvarez, Enzongo Yvon Bilbert et Ngambomi Roland tous à Pointe-Noire, ont le profond regret d'informer les parents de Brazzaville, Mossaka, Owando, les amis et tous les ressortissants du district de Mossaka résident à Pointe-Noire, le décès inopiné de leur Sœur et fille, Ebondzo Assy Prodelle Titi, décès survenu le jeudi, 29 juin 2016 à Pointe-Noire.

La veillée mortuaire se tient dans le secteur de Bosongo en face du Camp 31 Juillet à Pointe-Noire. La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement.



IN MEMORIAM



9 juillet 2014 - 9 Juillet 2016 : Il y a 2 ans était arrachée à l'affection de ses parents, amis et connaissances, Andrée Ginette Valérie Mampouya.

2 ans après cette brutale disparition, la famille Mampouya, les grandes familles Kimbandzou et Mbembé convient à une méditation en prière tous ceux ou celles qui ont connu la défunte d'avoir une pensée pieuse pour elle. Que toute la miséricorde du Très-Haut accompagne à jamais le repos éternel de son âme.



**FAIRE
VOYAGER
NOTRE
BEAUTÉ**

ASSINA,
DIRECTRICE ARTISTIQUE
ET MODÈLE

#TALENTDUCONGO

CONCEPTUAL GRAPHIQUE - THOTTE PATTY FINCERS - CREDIT PHOTO: CHRISTOPHER SALGADO/INO

WWW.FLYECAIR.COM

ECAir
Bienvenue chez vous

OPPOSITION RD-CONGOLAISE

De Genval au Quai d'Orsay

Au terme de la réunion, Etienne Tshisekedi et ses compagnons se disaient confiants du soutien de la communauté internationale dans l'organisation de la présidentielle en novembre 2016.

À la tête d'une forte délégation composée des hauts cadres de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), de quelques membres du Rassemblement de Forces politiques et sociales acquises aux changements, plateforme issue du Conclave de Genval, Etienne Tshisekedi a été reçu le lundi 18 juillet à la direction Afrique du ministère français des affaires étrangères. C'était la première sortie publique du leader de l'UDPS depuis son installation à Bruxelles où il était en soins, il y a près de deux ans.

Des sources proches de la délégation allèguent que les opposants congolais n'avaient pas pour seuls interlocuteurs, les membres du Quai d'Orsay, mais aussi les représentants



Etienne Tshisekedi à l'avant-plan

des Etats-Unis, de l'Union européenne, de l'Allemagne et de la Belgique. Pendant près d'une heure, ils ont pu exposer leurs préoccupations en rapport avec la situation politique en RDC et l'organisation du dialogue national.

Saisissant cette opportunité, Etienne Tshisekedi et les membres de sa délégation ont pris le temps d'explicitier les préalables posés quant à leur participation éventuelle au dialogue. Il s'agit notamment de la mise en œuvre officielle

de la médiation élargie, du respect de la Résolution 2277 du Conseil de sécurité des Nations unies et de l'alternance au sommet de l'Etat, en décembre prochain.

Les opposants congolais attendaient ainsi obtenir de la

communauté internationale via ses représentants à cette réunion, un accompagnement dans les efforts entrepris pour la préparation et l'organisation de l'élection présidentielle. « Je pense qu'aujourd'hui, ce qui est important, c'est qu'il y a un certain nombre de pas nouveaux dans la bonne direction », a déclaré l'actuel modérateur de la Dynamique de l'opposition, Freddy Matungulu, au sortir de la réunion. Se disant confiants pour la suite après les assurances reçues de leurs interlocuteurs, quant à leur soutien, les leaders de l'opposition présents à la rencontre n'ont pas cru opportun d'exiger des garanties sécuritaires en prévision du retour à Kinshasa d'Etienne Tshisekedi et du grand meeting du Rassemblement de l'opposition, le 31 juillet prochain. « Le président rentre dans son pays après une période de convalescence, c'est tout », avait lâché Félix Tshisekedi. Quant au Quai d'Orsay, il n'a pas daigné commenter cette rencontre.

Alain Diasso

ENTREPRENARIAT

Des experts de l'OIF en RDC

La mission reçue le 18 juillet par Mme Isabel Machik Tshombe a pour principale tâche de préciser avec les parties prenantes du programme, la stratégie d'intervention de l'OIF et les actions concrètes à mettre en œuvre en faveur de l'entrepreneuriat, de l'innovation et de la création d'emploi chez les femmes et les jeunes en RDC.

La représentante personnelle du chef de l'Etat de la RDC à la Francophonie, Isabel Machik Tshombe, a reçu, le 18 juillet 2016, une mission de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) dépêchée dans le cadre du programme de l'emploi par l'entrepreneuriat chez les femmes et les jeunes en Afrique subsaharienne. La RDC, note-t-on, figure parmi les premiers Etats bénéficiaires de ce programme.

Cette mission conduite par le directeur adjoint de la Francophonie économique et numérique de l'OIF, Eric Adja, a pour principal objet de préciser avec les parties prenantes du programme, la stratégie d'intervention de l'OIF et les actions concrètes à mettre en œuvre en faveur de l'entrepreneuriat, de l'innovation et de la création d'emploi chez les femmes et les jeunes en RDC.

Un programme à trois axes

La spécialiste de programmes à la direction de la Francophonie économique et numérique de l'OIF, Mame Sakinatou Balde, citée dans le communiqué du service de communication de Mme Isabel



Tshombe, a relevé que ce nouveau programme à mettre en place en RDC va se réaliser autour des trois axes. Il s'agit premièrement, des structures qui offrent un accompagnement personnalisé à destination de femmes et jeunes, porteurs de projets, appelées « incubateurs ». Il s'agira, est-il expliqué, d'identifier ces structures existantes en RDC, sur lesquelles l'OIF va s'appuyer, après les avoir renforcées.

Le programme vise aussi l'appui au renforcement de l'environnement entrepreneurial pour la création et le développement des entreprises ainsi que, comme troisième axe, la mise en place de plateformes d'échange de bonnes pratiques sur l'emploi et l'entrepreneuriat. Eric Adja cité dans le même document, a soutenu que, dans la réalisation de ce programme, l'OIF prendra en compte les orientations

Isabel Machik Tshombe et la Secrétaire générale de la Francophonie, Michaele Jean (Archives). et besoin du pays. Le directeur adjoint de la Francophonie économique et numérique de l'OIF a, par ailleurs, salué l'implication de la représentante personnelle du chef de l'Etat congolais à la Francophonie, pour la réussite de leur mission et son rôle joué pour que ce programme se développe en RDC.

Isabel Machik Tshombe, qui s'est réjouie du fait que la RDC soit parmi les premiers Etats francophones

à bénéficier de ce programme, a noté que celui-ci va insuffler le dynamisme de l'entrepreneuriat, particulièrement chez les jeunes et chez les femmes, et conduire à la création des emplois.

Il est noté qu'un collège de quatre experts nationaux accompagne l'équipe de l'OIF dans sa mission d'étude qui va s'achever le jeudi 21 juillet 2016.

Lucien Dianzenza

ELECTION DANS LE DÉLAI CONSTITUTIONNEL

Un panel d'experts contredisent Corneille Nangaa

Avec un calendrier simplifié et en mode d'urgence, la plateforme de la société civile Agir pour les élections transparentes et apaisées (AETA) pense qu'il est fort possible d'organiser l'élection présidentielle dans le délai, soit d'ici novembre 2016.

Pendant que le président de la Ceni déclare à qui veut l'entendre qu'il serait pratiquement impossible d'organiser les élections en novembre 2016, certains compatriotes pensent le contraire. C'est le cas des experts de la plateforme Agir pour les élections transparentes et apaisées « AETA » qui, à coup d'analyse, démontrent qu'avec un calendrier simplifié et en mode d'urgence qui tient compte au préalable de l'élection présidentielle et non législative, il est possible de tenir ce pari. Concernant la problématique

de la révision du fichier électoral présentée comme un écueil susceptible d'entraver le bon déroulement du processus électoral, les experts de l'AETA présentent quelques voies de sortie pouvant contourner cette difficulté. Il est possible, arguent-ils, de faire les choses dans un délai court qualifiant, au passage, de « simples diversions » les propos de Corneille Nangaa, parlant de seize mois, rien que pour l'opération d'enrôlement d'électeurs.

L'AETA invite, de ce fait, la Centrale électorale à s'inspirer du modèle béninois concernant l'enrôlement des nouveaux majeurs. Le Bénin, indique-t-on, avait enrôlé les jeunes devenus majeurs sur base simplement de leur carte d'identité. Pour le cas de la RDC, dont les citoyens ne disposent plus de carte d'identité remplacée, pour le besoin de la cause, par la carte d'électeur, suggestion est faite à la Ceni

de recourir aux différentes communes où les jeunes en âge de voter pourront aller se faire enregistrer et acquérir éventuellement une perte de pièce, pour pallier à l'absence d'une carte d'identité. Outre cela, la Ceni peut recourir au Ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et initiation Nouvelle citoyenneté (EPS-INC) qui dispose des statistiques fiables sur des jeunes diplômés électeurs potentiels.

L'autre problématique soulevée par cette révision du fichier électoral concerne les Congolais de la diaspora. A ce sujet, les experts exhortent la Ceni à recourir aux statistiques disponibles auprès de chaque consulat congolais à l'étranger. Ce qui lui permettra de se faire une idée sur l'effectif des Congolais de la diaspora en misant essentiellement sur ceux en situation régulière dans leurs pays d'accueil.

En procédant de la sorte, se convainquent les experts de l'AETA, il est probable de dégager une marge susceptible de permettre l'organisation de la présidentielle dans le délai. Pour eux, il n'est pas question de chercher à lier le dialogue politique, qui se profile à l'horizon, au processus électoral comme certains esprits tentent de le faire croire. « On veut utiliser le dialogue comme un stratagème pour bloquer les élections. Nous pouvons aller au dialogue pour avoir un compromis politique sans toutefois cautionner la Constitution », soutient un membre du panel d'experts.

Pour l'AETA, il est possible pour la Ceni d'organiser la présidentielle endéans les six mois restants, quitte à mettre sur pied des mécanismes souples et simplifiés au niveau de l'administration territoriale locale pour l'enregistrement rapide de nouveaux

majeurs et à créer au sein des consulats de la RDC des cellules d'enregistrement des Congolais vivant à l'étranger. En termes de recommandations, les experts suggèrent un appui technique efficace pour la reconstitution du fichier électoral fiable et crédible tout en interpellant le gouvernement à respecter le plan de financement des élections validé en décembre 2015 en allouant à la Ceni la totalité de crédits arrêtés, soit 300.000.000 de dollars pour organiser l'élection présidentielle.

Quant au Parlement, l'AETA l'exhorte à rendre disponible la loi électorale et à la Ceni de publier le calendrier électoral d'exception pour l'élection présidentielle. Enfin, aux partis politiques, l'organisation recommande d'adhérer à la volonté de recréer le consensus politique à travers le dialogue national basé sur le respect de la Constitution.

Alain Diasso

KINSHASA

Lorsque les taxis « Ketches » deviennent un épouvantail

Plusieurs cas de braquages ont été signalés ces dernières semaines dans les taxis dans la ville-province de Kinshasa et plus particulièrement dans les petits véhicules de marque Toyota.

Circuler à Kinshasa par ces temps qui courent, surtout à bord d'un taxi, ne rassure plus. Les usagers qui empruntent généralement les petits véhicules communément appelés « Ketches », commencent à s'en méfier de plus en plus. En effet, ces taxis visibles sur les artères de Kinshasa représentent aujourd'hui un épouvan-

tail pour les passagers à cause du nombre croissant des braquages qui s'y opèrent. A ce jour, plusieurs kinois ont été braqués par des gens se faisant passer pour des clients alors qu'il s'agit bien des voleurs et des bandits de grand chemin. Le mode opérationnel est presque le même. Ils sont généralement deux sur le siège arrière en attente d'une troisième personne. Dès que celle-ci entre et prend place à bord du véhicule, commence alors pour elle, le chemin de la croix. Quelques mètres plus loin, le taxi emprunte une autre destination au grand dam du client réduit au silence. Il est alors conduit à un endroit isolé où la bande va le dépouiller de tout (argent, téléphone, bijoux et autres biens de valeur).

Pour mieux appâter leur proie,

peur du pire. C'est sur ces entrefaites que le client voit ses poches vidées et tous ses biens emportés. « Nous sommes au courant de ce phénomène. Nous avons déjà arrêté quelques-uns de ceux qui s'adonnent à cette pratique. Ils nous ont même expliqué comment ils procèdent. Ce sont des voleurs qui tentent de déstabiliser les autres », a déclaré le commissaire provincial de la police de Kinshasa, général Célestin Kanyama.

Il a indiqué que certains de ces bandits ont été arrêtés et que les enquêtes se poursuivent au niveau de la police et du Parquet.



Une toyota baptisée Ketch

le chauffeur et ses compagnons se présentent comme agents des services de sécurité. Ils n'hésitent pas à exhiber leur arme pour entretenir auprès de leur cible, la

Les autorités de la ville ont donc tout intérêt à revenir au système d'uniformisation des véhicules qui font le transport en commun pour faciliter leur identification.

A.D.

BADMINTON

La RDC au stage d'entraîneur de niveau 1 pour femmes à Abidjan

L'entraîneur dame Ginette Manza Nzokiye représente la République démocratique du Congo, depuis le 13 juillet à Abidjan en Côte d'Ivoire, au stage international d'entraîneur niveau 1 BWF (Fédération internationale de badminton), organisé à l'intention des femmes des pays francophones d'Afrique.

Le président de la Fédération ivoirienne de badminton et les autorités en charge du sport ivoirien, ainsi que le formateur et expert mauricien, Dajee Annirao, ont rehaussé de leur présence à la cérémonie d'ouverture du stage au Hall 2 du Palais des sports de Treichville en Côte d'Ivoire.

Sept autres pays prennent également part à cette session de formation, notamment, le Bénin, le Cameroun, la Centrafrique, le Congo- Brazzaville, Île Maurice, le Togo et la Côte d'Ivoire pays hôte du stage.

Ce stage international d'entraîneur de niveau 1 pour dames, tenu à Abidjan dans le cadre de la promotion du Genre afin de combler le vide observé dans le leadership féminin, intervient le succès de l'atelier des coordinateurs du programme scolaire de badminton (shuttle time). Initiée par la Confédération africaine du badminton, ce stage vise à améliorer les capacités techniques et encourager la participation des femmes dans le processus du développement du Badminton dans l'espace francophone africain.

Le badminton a connu un essor notable dans les pays franco-

phones d'Afrique ces dernières années, grâce au dynamisme des dirigeants dont le défi est d'hisser cette discipline sportive au rang des sports scolaires.

Pas du tout en reste, la RDC fait partie des pays qui travaillent dans le développement du badminton en Afrique, avec surtout la formation des cadres techniques. C'est dans cet ordre que le directeur technique national de badminton, Marcel Tshivua-di Kalala, a pris part en 2015 en Chine à la formation sur les techniques de badminton des pays francophones ; et très récemment, le directeur technique national adjoint, Placide Odimba, revient du Canada où il a participé à la formation en sciences de sport.

Et les dirigeants fédéraux sont actifs dans les assemblées générales de la Fédération internationale de Badminton ; en cette année 2016, le président du comité exécutif de la Fédération, Médard Lomboto Bongoy et le secrétaire fédéral Marcel Bukasa Mukoma ont été présents à l'assemblée générale de la Fédération internationale de badminton en Chine.

Ces efforts fournis par la Fédération de badminton du Congo notamment dans le renforcement des capacités vont permettre d'avoir des cadres techniques formés, afin d'élever le niveau et de vulgariser cette discipline très peu connue du public.

Martin Engimo

INTERDICTION D'IMPORTATION DU CIMENT GRIS

Aucune alternative à une demande estimée à cinq millions de tonnes par an

Entre le gouvernement et la Fédération des entreprises du Congo (Fec), les violons ne s'accordent pas. Du côté des officiels congolais, l'entrée massive du produit en provenance d'Angola fait craindre une agonie de l'industrie locale du ciment. En application de la mesure d'interdiction qui s'étend sur une période de trois mois, quatre-vingt camions remorques chargés de ciment gris viennent de passer leur première semaine au poste-frontalier de Lufu, situé dans le Kongo central. Craignant une répercussion néfaste de l'arrêté ministériel sur le marché, la Fec a exigé des mesures urgentes d'encadrement pour contrer la pression sur le prix du sac de 50 kg qui est passé de dix à quinze dollars américains US en l'espace de quelques semaines.

La question est d'autant plus complexe que l'on soupçonne qu'une bonne partie du ciment gris importé d'Angola pénètre dans le territoire national clandestinement. Répondant à la rédaction, un expert a fait état des quotas qui seraient détournés de leur point de chute pour se retrouver sur le marché. « Dans le cadre d'un mécanisme instauré par le ministère de l'Économie, il y a des quotas accordés à des importateurs pour approvisionner, notamment, les chantiers publics. Mais certains parmi ces importateurs font entrer le ciment gris pour ensuite les vendre à vil prix. Ce phénomène a pris une ampleur alarmante ces dernières semaines au point qu'il faille remettre de l'ordre ». Cela ex-

plique le caractère temporaire de la mesure d'interdiction, à peine trois mois. En effet, une telle mesure ne peut durer pour la simple raison que la demande reste très importante. Et la Cimenterie de Lukala (Cilu), bien que principal bénéficiaire de la mesure, n'est pas en mesure d'y répondre globalement. Malgré tout, la Cilu doit faire face à une intense concurrence, avec la présence de ciment gris de bonne qualité vendu à des prix qui se rapprochent simplement d'un bradage.

En lisant l'arrêté, plusieurs produits sont épinglés. L'on cite non seulement le ciment gris mais également les barres de fer à béton et même le sucre. La mesure vise officiellement à lutter contre l'importation frauduleuse de ces produits en rai-

son de leur impact désastreux sur l'industrie locale. Mais il y a eu une précipitation dans la mise en œuvre de cette mesure. Par rapport aux camions bloqués à Lufu, la Fec a fait remarquer que l'achat du ciment chargé dans les remorques remonte bien avant la mesure du gouvernement. Pour elle, il faut autoriser ces camions à quitter les installations de Pacific Trading au marché de Lufu. Au-delà, la Fec a plaidé pour les transporteurs routiers en règle qui paient le plus lourd tribut car la plupart sont bloqués à Lufu malgré toutes les formalités remplies pour faire entrer les produits sur le sol congolais. Même si l'interdiction d'importation représente indiscutablement une piste intéressante pour encourager l'industrie lo-

cale, le patronat national a appelé à un moratoire, le temps de mettre en œuvre des mesures d'encadrement. En effet, selon lui, l'État ne peut pas frapper les importateurs après avoir perçu l'argent. Conformément aux dispositions de la mesure, il revient au ministère de l'Économie et au Secrétariat général à l'Économie d'apprécier au cas par cas la situation des importations en cours.

Pour la Fec, le gouvernement doit revisiter cette mesure à cause de sa contre-productivité. En effet, il faut tenir compte de la faible offre locale, de la non-compétitivité de la production locale, de l'existence au niveau du ministère de l'Économie d'un mécanisme d'importation du ciment gris et enfin de la violation de certaines dispositions du Code des douanes, des traités et accords internationaux en matière de commerce ainsi que des échanges internationaux. Pour remédier à cette situation, la solution serait, à en croire la Fec, d'imposer un quota par zone de limitation de ces produits (ciment, fer à béton, sucre, etc.)

en RDC, de mettre sur pied des organes de monitoring au niveau des postes frontières et d'ouvrir des négociations avec le patronat. La rareté qui se fait déjà ressentir sur le marché a conduit à une augmentation du prix du ciment gris de 10 à 15 dollars américains US, soit une hausse de 50 % en l'espace de quelques semaines.

Pour rappel, le ciment gris représente un marché important en RDC, surtout en cette période de boom immobilier. Mais il est vrai que l'offre nationale ne peut répondre aux besoins réels du marché. Avec les nombreux travaux de reconstruction nationale sur toute l'étendue du territoire national, l'on projette que la demande en ciment atteigne les 5 millions de tonnes par an.

La consommation spécifique oscille autour de 40 kg par habitant et par an. Par ailleurs, les besoins et les prix varient de manière substantielle selon les provinces. Or, la plupart des cimenteries locales sont actuellement en état de cessation de leurs activités.

Laurent Essolomwa

KINTAMBO

Bana Boul fait carton plein

Plus de cinq cents personnes réunies dans la salle Monalyse, enfants et adultes, ont unanimement aimé la saison 2 du dessin animé qu'ils ont pris plaisir à regarder dans une ambiance chaleureuse et bon enfant entre applaudissements et éclats de rire.

Plusieurs étaient venus suivre la projection avec la nostalgie de la précédente saison. Ils ont redécouvert les Bana Boul dans un nouvel univers, celui de la télévision. Dès le premier épisode intitulé Sonacou, Pitsho est derrière la caméra et Dadou apparaît au petit écran. Il annonce la couleur : « Nous sommes heureux de vous revoir après de nombreuses années ». Ce, poursuit-il, « après que nous ayons fermé notre église. Les ouailles sont à présent rétrogrades. Certains se sont adonnés au piratage des DVD et d'autres sont devenus des malfrats. Mais, nous avons prié Jésus-Christ et nous sommes de retour dans vos maisons avec un nouveau concept, TV na biso (notre télévision) ». Cette entrée en matière en lingala avec quelques mots dits dans un français plutôt boiteux a presque aussitôt rempli la salle obscure de fous rires.

Ainsi, dans presque tous les épisodes suivants on a vu les Bana Boul évoluer dans la sphère de la télévision. Ils parodient les programmes télévisés locaux qu'ils rebaptisent. Ce, partant du JT, le cas du premier épisode susmentionné, jusqu'aux publicités en



Des enfants entrant de la salle Monalyse peu avant la projection

passant notamment par le jeu Génies en herbe, les émissions chrétiennes à téléphone ouvert et les chroniques musicales. Même lorsqu'ils évoquent des sujets sérieux comme l'indépendance dans Special Lipanda, Dadou, qui joue au journaliste, trouve le moyen de glisser une boutade. En effet, prêt à recevoir à l'occasion ses hôtes, parmi lesquels Kasa-Vubu et Lumumba, on l'entend fredonner un extrait d'Indépendance Cha-cha dans une version unique. « Oh table ronde cha-cha ya carré oh, au lieu de l'habituel Oh table ronde Cha-cha ba gagné oh ! », chante-t-il. Ce petit jeu de mot ne passe pas inaperçu, le public réagit en riant.

Un clin d'œil évident à la saison 1

avec notamment la participation de sœur Lachou dans Prière Sir commande, parodie des émissions chrétiennes à téléphone ouvert. Comme c'est le cas dans certaines d'entre elles où des hommes de Dieu se proposent de prier en direct pour les téléspectateurs, Dadou fait de même accompagner du frère Dieu m'a donné des yeux pour voir (qui louche) et de la sœur Nzapengabo. Et, Pibliciteu, consacré en bonne partie aux publicités, se rit notamment des produits de beauté éclaircissants. En effet, Bana Boul propose les savons Safuderm et Anti-Tshoko. Le premier est fait à base de noyau de safu d'où le nom safuderm. Tandis que le second, à son opposé, a la vertu de «

noircir » car il est « anti-tshoko » ou anti-décapant. Fait à base de braise, il a comme vertu spéciale de garantir une « beauté ténébreuse ». Des éclats de rire contagieux se sont répandus dans la salle lors de cet épisode où il est également question de la boisson Kwiti kwiti dont un seul bouchon suffit pour rendre ivre-mort qui s'hasarde à la boire.

Les adultes aiment

Du premier au dernier, pas un seul épisode de Bana Boul n'a laissé la salle Monalyse de marbre. Offert comme plat de résistance, le dessin animé de Hallain Paluku a été précédé de quelques trois autres réalisations locales du même genre notamment

Tansia de Grâce Nzolo et Kinoizeries de Bruno Luya. Plutôt à vocation pédagogique, le premier épisode de Tansia était une sorte de leçon sur l'hymne national. Quant à Kinoizeries, à l'instar de Bana Boul reste dans le registre de l'humour avec des dialogues en lingala. Pour celui-ci aussi le rire était au rendez-vous. Plusieurs des enfants interrogés par *Les Dépêches de Brazzaville* au sortir de la projection ont affirmé avoir passé un agréable moment. Claudia, adolescente, Galie, 10 ans, Barack âgé de 5 ans à qui nous avons demandé quel épisode ils avaient aimé le plus ont unanimement répondu : « tous ». Et, ils n'étaient pas les seuls. Ortie, trentenaire est allée jusqu'à nous confier : « Cela va sans dire, la saison 2 est bien meilleure que la première. J'ai beaucoup aimé ». Pour sa part, Espérance, la cinquantaine révolue, venue accompagner sa fille et sa petite-fille, a trouvé le contenu plus adapté pour les adolescents et les adultes que les enfants. « A mon avis, Bana Boul est plus compréhensible pour les enfants d'un certain âge, voire les adultes que pour les enfants. Le langage et les sujets traités s'adressent plus à cette catégorie et sont mieux compris par eux mais n'empêche que les enfants aussi y trouvent leur compte comme on l'a vu aujourd'hui », a-t-elle affirmé avec un grand sourire.

Nioni Masela

SANTÉ

Le diagnostic moléculaire au centre d'un symposium à Pointe-Noire

Organisé par la Fondation Marie Madeleine Gombes et le laboratoire Bio-médial HDL, ce symposium tenu le 15 juillet, s'est déroulé sur le thème : « Le diagnostic moléculaire, une avancée révolutionnaire dans la prise en charge des maladies infectieuses au Congo ».

L'activité qui s'est déroulée en présence de Josephine Sylvain Goma, présidente de la fondation Marie Madeleine Gombes, a réuni des acteurs de la santé locaux, nationaux et internationaux. Plusieurs sous-thèmes ont été développés par d'éminents intervenants et spécialistes de

deux de l'hôpital Général Adolphe Sicé, les docteurs Didier Diamoungana de la polyclinique Marie Madeleine Gombes et Francis Tchicaya du laboratoire Bio-médial HDL.

Les travaux scindés en 4 sessions ont porté sur : l'émergence des bactéries multi résistantes dans le contexte tropical et les menaces à l'horizon 2025 ; l'intérêt de la biologie moléculaire en pédiatrie au 21e siècle, le diagnostic moléculaire au laboratoire HDL ; l'hépatite B, C et la tuberculose ; le traitement de l'hépatite C en 2016 ; l'imagerie digitale à la polyclinique Marie Madeleine Gombes, les

eux ne sont pas pareils en ce qui concerne leur susceptibilité à induire des résistances. Celles-ci (les résistances) peuvent aussi se transmettre. Parmi les solutions proposées pour pallier le problème il y a : le changement des médicaments d'une autre classe en cas de résistance croisée, et le diagnostic de la résistance avant le traitement. Pour ce qui est du traitement de l'hépatite C, le docteur Gildas Ngouloubi a indiqué dans sa présentation qu'au Congo, le traitement en la matière reste inaccessible à tous en raison de son coût très élevé.



Une vue de la salle lors du symposium / crédit photo Adiac

grande renommée notamment : les professeurs Hugues Loemba, Fidèle Yala, Anicet Boumba et Obengui, les docteurs Gildas Ngouloubi (gastro-entérologue) et Aimé Bando (chef de service pédiatrie) tous

tests toxicologiques au labo HDL ; la résistance aux antirétroviraux. Evoquant ce dernier thème, le professeur Hugues Loemba, clinicien-chercheur, a expliqué que les virus arrivent à subir des mutations et à résister aux antirétroviraux qui

Notons qu'au cours de ce symposium une présentation de la polyclinique Marie Madeleine Gombes a été faite avant sa visite intervenue lieu le 16 juillet.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

Lancement de la campagne de vaccination contre le cancer du col de l'utérus

Cette campagne qui se tient sur le thème « protégeons nos enfants contre le cancer du col de l'utérus », a été lancée, le 18 juillet à l'hôpital de base de Tié-Tié « Congo Malémbé » en présence d'Alexandre Honoré Paka, préfet de la ville de Pointe-Noire. Elle concerne, les jeunes filles dont l'âge varie entre 9 et 13 ans.

D'après les indicateurs, le cancer du col de l'utérus occupe la deuxième place des cancers de la femme en République du Congo après celui du sein, faisant ainsi de cette affection, un véritable problème de santé publique.

Provoqué par le virus du papillome humain, que l'on contracte par voie sexuelle, le cancer du col de l'utérus est une affection souvent diagnostiquée à un stade évolué rendant illusoire toute possibilité curative. La lutte contre cette pathologie passe par la prévention, le dépistage des lésions précancéreuses, la chirurgie, la radiothérapie et quelque fois la chimiothérapie.

Lancée il y a un mois à Brazzaville et une semaine à Pointe-Noire, cette campagne a pour but, d'éradiquer, dans les années à venir, le cancer du col de l'utérus au Congo. Mais pour les experts, elle devrait normalement inciter, le gouvernement de la République à inclure ce vaccin dans le pro-

gramme élargi de vaccination (PEV) afin d'éradiquer ce mal.

Dans son mot de circonstance, le professeur Jean Bernard Nkoua-Mbon, a rappelé que la vaccination contre le cancer du col de l'utérus devient une offre de soins dans les services de cancérologie de Brazzaville et de Pointe-Noire.

« La vaccination permet donc, après immunisation de nos filles, de les mettre à l'abri de ce fléau. Notre souhait est de rendre pérenne cette activité, pour ce faire nous sommes dans l'obligation d'acheter le vaccin et le mettre à la disposition de nos enfants en attendant qu'il soit fourni par l'Etat. Le coup d'une dose de vaccin en pharmacie est de 88.000 francs CFA, nos partenaires ont exigé que le vaccin soit livré aux familles à 15.000 francs CFA, leur faisant ainsi épargner près de 150.000 francs CFA pour les deux doses », a-t-il dit.

Rappelons que les cancers sont des affections graves, variées, complexes et extrêmement meurtrières.

En République du Congo, la lutte contre le cancer a réellement commencé en 1981 quand fut créé le service de cancérologie à l'hôpital général de Brazzaville, aujourd'hui, CHU.

Hugues Prosper Mabonzo

DEUXIÈME ÉDITION DU CHAMPIONNAT DÉPARTEMENTAL DE NZANGO

Femmes déléguées championnes de la phase aller

La Formation sportive de Nzango, Femmes déléguées, a été sacrée championne de la mi-saison du championnat de Nzango de la Ligue de Pointe-Noire à l'issue de la phase aller qui s'est achevée le 10 juillet à l'esplanade du Complexe sportif de la ville océane

L'équipe a bouclé la phase aller de la deuxième édition du championnat départemental avec 31 points, à 4 longueurs de ses dauphins à savoir, Balbain sport, vice championne de la première édition et Bana Fofu qui ont 27 points chacun à la différence de pieds marqués.

5^e au classement général de la première édition organisée par la ligue de Pointe-Noire en 2015, la formation sportive Femmes déléguées a confirmé sa détermination cette saison en conservant la tête du championnat depuis son début. En effet, sur 15 matches joués, l'équipe en a gagné 10, un nul et quatre défaits tandis que les deux poursuivants ont respectivement, 9 victoires chacun.

En attendant le calendrier officiel de la phase retour, le comité d'organisation des compétitions de la Ligue de Pointe-Noire a



Vue d'une séquence d'un match de Nzango « crédit photo adiac »

informé les responsables des 14 équipes participantes de la phase le 23 juillet prochain de la phase retour du championnat départemental de Nzango de la ville côtière.

Cette phase retour s'annonce très déterminante pour les 14 équipes engagées. Les meilleurs doivent conserver leur classement et les dernières à gagner des marches pour se his-

ser aux premiers rangs qualificatifs au Championnat national et au tournoi de l'indépendance prévus dans le département de la Bouenza, en marge des festivités de l'indépendance du

Congo.

Toujours sur le plan technique, 5 joueuses se sont illustrées. Il s'agit de Benie Bazékéné de Balbain sport qui a marqué 17 K O, Jutricia Makita de USP, 16 K O, Claude Diatsouika de Femmes déléguées, 15 KO, Mossiessi Marleine, 14 KO et Prudence Onanga de Bana Ouenzé 14 KO. Deux cartons rouges ont été infligés à deux joueuses dont l'une de l'équipe, Epouses agents coraf et la capitaine de l'AS Cheminots pour une amende de 5 000 francs CFA chacune. La Ligue a, par ailleurs, enregistré 61 cartons jaunes durant cette phase aller.

Soulignons aussi que, le nombre de pieds marqués (6536) en phase aller a été légèrement supérieur aux pieds encaissés (6595) pour 4341 KO.

Le classement des 5 meilleures équipes se présente comme suit:

- 1^{er} Femmes Déléguées, 31 points;
- 2^e Balbain Sport, 27pts+85;
- 3^e Bana Fofu 27points+84;
- 4^e ASP, 25 points +42;
- 5^e AS Douane, 25points +28;

Charlem Léa Legnoki

CHAMPIONNAT NATIONAL D'ÉLITE DIRECT LIGUE 1

Cara-AC Léopards : le choc de la 26^e journée

Le dimanche 24 juillet au stade Alphonse-Massamba-Débat, le Club athlétique renaissance aiglon (Cara) quatrième, va défier en clôture de la 26^e journée du championnat national, l'Athlétic club Léopards de Dolisie, le leader.

Cara-AC Léopards : revanche ou confirmation. La question trouvera sa réponse au terme des 90 minutes. Les deux équipes ont l'habitude de s'affronter mais les statistiques plaident en faveur de l'AC Léopards de Dolisie. Depuis que le colonel Rémy Ayayos Ikounga a pris les rênes de l'AC Léopards en 2008, les Aiglons n'ont plus jamais battu les Fauves du Niari à Brazzaville ou à Dolisie. Lors de leur dernière confrontation, le Cara avait laissé échapper cette occasion de briser le mythe à Sibiti, en perdant dans les ultimes secondes du match alors qu'il menait au score 1-2. C'est avec un esprit revanchard que les Aiglons, qui montent en puissance depuis le début de la phase retour, aborderont ce choc au sommet. En face

une équipe de Léopards qui a presque gagné tous ses derbys à Brazzaville. Diables noirs et Etoile du Congo n'ont pas pu résister. Seule la Jeunesse sportive de Talangai l'avait contraint au nul de 2-2, alors que les fauves menaient 2-0. Le dimanche, c'est peut-être l'issue du championnat qui se joue. Si les Léopards l'emportent, ils maximiseront leurs chances de gagner leur troisième consécration après 2012 et 2013. Une défaite pourrait retarder l'échéance. Le faux pas de Cara pourrait en profiter aux Diables noirs, lesquels affronteront, le lundi 25 juillet Pigeon Vert, la lanterne rouge. Ne pas perdre telle pourrait être la mission des rouge et noir.

Notons que la 26^e journée sera lancée ce mercredi au stade Alphonse-Massamba-Débat par la rencontre Jeunesse sportive de Poto-Poto-Association sportive Ponténégrine. Le samedi 23 juillet au Complexe sportif de Pointe-Noire, l'AS Cheminots accueille Saint-Michel de Ouenzé. Le dimanche 24 juillet, outre le match Cara-AC Léopards,



AC Léopards-Cara lors de la manche aller à Sibiti (Adiac)

seront disputés, FC Kondzo-Etoile du Congo à Brazzaville, Munisport-La Mancha et V Club Mokanda-Patronage Sainte-Anne à Pointe-Noire puis Jeunes Fauves -Nico-Nicoyé à Dolisie. Le 25 juillet, la JST affrontera l'Interclub puis le 26 juillet, Tongo FC accueillera l'AS Kimbonguela.

Rappel des résultats de la 25^e journée

Lors de la 25^e journée, la JSP avait battu SMO 1-0, puis elle profitait du nul d'un but partout de l'Etoile du Congo, face aux Jeunes Fauves à Dolisie pour prendre ses distances (54 points contre 51) avant de rejoindre provisoirement la JST. L'Interclub et Tongo se contentaient d'un nul blanc de 0-0. Les deux équipes restent à égalité avec 27 points. Munisport et Pigeon vert se sont quittés sur ce score

identique. Munisport a toujours une unité de plus que Pigeon vert. L'AS Cheminots avait dominé l'ASP 1-0, améliorant ainsi son compteur à 30 points. Les matches V Club Mokanda-ASK, JST-FC Kondzo, Cara-Patronage Sainte-Anne, Nico-Nicoyé-Diables noirs et AC Léopards-La Mancha, ont été reportés à cause des quarts de finale de la Coupe du Congo.

James Golden Eloué

AFRIQUE

Cap sur Cajarc !

La 18^e édition du festival Africajarc, le plus grand festival des cultures africaines en France, a lieu du jeudi 21 au dimanche 24 juillet. Comme chaque année, c'est la petite ville de Cajarc qui accueille les festivités. Les Dépêches de Brazzaville ont sélectionné pour vous les temps forts de cette édition

Le premier soir du festival est traditionnellement dédié au 7^e art. L'invité d'honneur cette année est le réalisateur, documentariste et scénariste burkinabè, Michel K. Zongo. Son documentaire « Espoir Voyage » sera projeté sur la place de l'Église et suivi d'un débat. Michel K. Zongo est une grande figure du cinéma africain, il crée dès 2010 sa propre structure de production de films documentaires, Diam Production. Espoir Voyage aborde la question des migrations au sein de l'Afrique. Ses autres films, « Sibi, l'âme du violon » et « La Sirène du Faso Fani » seront projetés respectivement vendredi et dimanche.

Deux autres documentaires projetés lors du festival ont attiré notre attention : « Sur les chemins de la rumba » du Congolais, David Pierre Fila, qui mène une enquête aux sources de la rumba, et « Congo, un médecin pour sauver les femmes » d'Angèle Diabang sur le travail remarquable que mène le chirurgien, Denis Mukwege, au sein de l'hôpital Panzi.

Côté musique, trois soirées éclectiques nous attendent : le



vendredi sera sous le signe de l'Afro Groove avec notamment le grand Jupiter et son Okwess International pour un bofonia rock alléchant et électrique ou encore Pat Thomas, l'un des grands représentants du highlife ghanéen, avec son groupe le Kwashibu Area Band. Ça va groover ! La soirée du samedi sera 100% féminine, deux jeunes femmes révélées cette année, la soul jazz d'Awa Ly et la voix suave d'Esther Rada, entoureront le groupe phare de cette soirée, les Amazones d'Afrique avec les stars maliennes : Mariam Doumbia (du duo Amadou & Mariam), Mamani

Keita, Rokia Koné et Kandia Konaté. Elles mêlent les générations et leur énergie pour perpétuer la tradition mandingue, mais également pour défendre les droits des femmes. Elles sont les ambassadrices des actions menées par la fondation Panzi.

Le dimanche soir, direction le Congo, avec le groupe Paris Kinshasa Express, né de la rencontre entre musiciens français et congolais. Ce mélange heureux donne rythmes entraînants et énergie communicative.

Au gré littéraire, nous ne manquerons pas la conférence sur la jeune littérature africaine d'avant-garde avec Jussy Kiyindou, Mohamed Mbougar Sarr et Adrienne Yabouza. Le philosophe sénégalais Souleymane Bachir Diagne sera également présent pour une rencontre autour de l'Islam en Afrique. Dans cet espace, se côtoient éditeurs, auteurs, la librairie ainsi que les dessinateurs du collectif l'Afrique dessinée. Tout au long du festival, vous pourrez voir des expositions d'arts plastiques, des spectacles de conte, de théâtre, suivre des stages de percussions ou de danses afro contemporaines et les enfants auront des animations spéciales au jardin des enfants. Alors n'hésitez plus, et venez à Africajarc !

Pauline Pétesch

CHAMPIONNAT NATIONAL DIRECT DE FOOTBALL FÉMININ

Démarrage le 23 juillet de la phase aller

La Commission d'organisation des compétitions nationales a publié le calendrier de la phase aller du championnat national direct du football féminin. La compétition, qui mettra aux prises cinq clubs, débute le samedi 23 juillet.



AC Léopards- AC Colombe, le 14 août dernier, à Ouessou (Adiac)

Au Complexe sportif de Pointe-Noire, AC Léopards affronte Rayons du soleil et au stade Alphonse-Massamba-Débat, le FCF La Source en découdra avec l'AC Colombe. Le 28 juillet à Pointe-Noire, l'AC Léopards accueille le CESB et en seconde explication, Rayons du soleil affrontera l'AC Colombe. Le 22 août à Brazzaville, CESB sera aux prises aux Rayons du soleil avant le FCF La Source-AC Léopards. Le 26 août au stade Alphonse-Massamba-Débat, le CESB jouera contre le FCF La Source et au Complexe sportif de Pointe-Noire, AC Léopards croisera l'AC Colombe. Le 30 août à Brazzaville, le CESB recevra AC Colombe et à Pointe-Noire, Rayons du soleil accordera son hospitalité au FCF La Source.

J.G.E.